

Principales révisions intervenues sur les comptes de la Nation en 2005, 2006 et 2007

Cette note a pour objet d'exposer les principales révisions intervenues sur les comptes nationaux annuels publiés ce 15 mai 2008, par rapport à la publication de l'année précédente (15 mai 2007), ainsi qu'aux dernières publications des comptes trimestriels (premiers résultats du 14 février 2008, résultats détaillés du 28 mars 2008).

Du fait des délais de disponibilité de certaines sources statistiques, l'estimation d'un compte de la nation pour une année donnée fait l'objet de quatre estimations successives. En premier lieu, une toute première estimation d'une partie des comptes de l'année n est fournie à l'occasion de la sortie des comptes trimestriels du quatrième trimestre : première estimation de la croissance et de l'équilibre entre ressources (PIB, importations) et emplois finaux (consommation, investissement, exportations, variations de stocks) à la mi février de l'année $n+1$; première estimation du compte des sociétés non financières et des ménages à la fin mars de l'année $n+1$. Ces premières estimations issues des comptes trimestriels sont corrigées des jours ouvrables. En second lieu, à la mi mai de l'année $n+1$, sont publiés des comptes annuels complets bruts (ie non corrigés des jours ouvrables) pour l'année n (compte provisoire), l'année $n-1$ (compte semi-définitif) et l'année $n-2$ (compte définitif).

Pour un compte provisoire, les révisions par rapport à la première estimation fournie par les comptes trimestriels proviennent principalement de trois éléments. D'une part, l'établissement du compte provisoire nécessite d'intégrer les comptes définitif de l'année $n-2$ et semi-définitif de l'année $n-1$ et cette intégration conduit à modifier certaines évaluations relatives à l'année n . D'autre part, le compte provisoire est calé sur des données annuelles non intégrées jusqu'alors, en particulier le compte des administrations publiques, le compte des institutions financières et le compte de l'agriculture. Enfin, le compte provisoire intègre le résultat d'un travail spécifique, visant à assurer la cohérence - d'un point de vue économique - des équilibres emplois-ressources par produit en volume et en prix à un niveau fin.

Pour un compte semi-définitif, les révisions par rapport au compte provisoire proviennent principalement des révisions des sources d'information sur les comptes des administrations publiques et des entreprises financières, de la disponibilité d'informations fines relatives à la consommation des ménages et de la disponibilité des données du « système intermédiaire d'entreprises » (SIE) dans sa version semi-définitive. Le SIE permet d'effectuer la synthèse d'informations statistiques et administratives sur les entreprises non financières (déclarations fiscales, enquêtes annuelles d'entreprises), qui ne sont pas disponibles au moment de la confection du compte provisoire.

Pour un compte définitif, la principale source de révision par rapport au compte semi-définitif provient de la disponibilité des données du SIE dans sa version définitive (soit sur un champ exhaustif). En particulier, la valeur ajoutée des entreprises non financières du compte définitif est calée sur ces données d'entreprises.

Ainsi, à l'occasion de la publication du compte provisoire 2007, les comptes annuels définitif 2005 et semi-définitif 2006 apportent des révisions aux comptes semi-définitif 2005 et provisoire 2006 publiés l'an passé. En outre, le compte provisoire 2007 apporte des révisions aux premières estimations fournies lors des publications des comptes trimestriels relatifs au quatrième trimestre, intervenues mi février et fin mars derniers.

Fiche de PIB en volume, en valeur et en prix, données brutes

Tableau A : Fiche de PIB en volume, données brutes (évolutions en %)

	Anciennes séries			Nouvelles séries		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007
PIB	1,7	2,0		1,9	2,2	2,2
Importations	5,0	6,8		5,9	6,1	5,5
Dépenses de consommation des ménages	2,2	2,1		2,6	2,3	2,5
Dépenses de consommation des APU	0,9	1,4		1,2	1,3	1,4
FBCF totale	4,0	3,7		4,4	4,8	4,9
Dont ménages	6,2	4,5		5,9	7,1	3,0
Dont ENF	2,7	4,1		3,7	4,9	7,4
Dont APU	7,1	1,2		6,9	-2,3	1,8
Exportations	2,8	5,5		3,1	5,4	3,1
Stocks (contrib au PIB)	0,0	0,2		0,0	-0,1	0,1

Tableau B : Fiche de PIB en valeur, données brutes (évolutions en %)

	Anciennes séries			Nouvelles séries		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007
PIB	3,5	4,3		4,0	4,7	4,7
Importations	8,9	9,5		9,3	9,2	6,1
Dépenses de consommation des ménages	4,1	4,0		4,5	4,5	4,5
Dépenses de consommation des APU	3,7	3,8		3,8	3,4	3,7
FBCF totale	6,3	7,6		7,5	9,2	8,1
Dont ménages	9,9	10,5		10,1	14,0	6,6
Dont ENF	4,1	6,8		6,1	8,0	10,1
Dont APU	10,3	5,7		10,4	2,2	6,1
Exportations	4,8	7,6		5,4	7,7	3,6
Stocks (contrib au PIB)	0,1	0,2		0,1	0,0	0,3

Tableau C : Fiche de PIB en prix, données brutes (évolutions en %)

	Anciennes séries			Nouvelles séries		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007
PIB	1,7	2,3		2,0	2,5	2,5
Importations	3,7	2,5		3,2	2,9	0,6
Dépenses de consommation des ménages	1,8	1,9		1,8	2,2	2,0
Dépenses de consommation des APU	2,7	2,3		2,5	2,1	2,2
FBCF totale	2,2	3,7		3,0	4,2	3,0
Dont ménages	3,6	5,8		3,9	6,5	3,5
Dont ENF	1,3	2,7		2,3	3,0	2,5
Dont APU	2,9	4,5		3,3	4,6	4,2
Exportations	1,9	1,7		2,2	2,2	0,5
Stocks (contrib au PIB)	0,1	0,1		0,1	0,1	0,2

Anciennes séries : comptes nationaux annuels publiés le 15 mai 2007

Nouvelles séries : comptes nationaux annuels publiés le 15 mai 2008

Fiche de PIB en volume, en valeur et en prix, données corrigées des jours ouvrés

Les séries corrigées des jours ouvrés correspondent à celles publiées par les comptes trimestriels.

Tableau D : Fiche de PIB en volume, données CJO (évolutions en %)

	Anciennes séries			Nouvelles séries		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007
PIB	1,7	2,2	1,9	1,9	2,4	2,1
Importations	5,4	7,1	4,1	6,0	6,5	5,9
Dépenses de consommation des ménages	2,2	2,3	2,1	2,6	2,5	2,5
Dépenses de consommation des APU	0,9	1,6	1,4	1,3	1,4	1,4
FBCF totale	4,1	4,1	3,9	4,5	5,0	4,9
Dont ménages	6,2	4,5	1,4	5,9	7,1	3,0
Dont ENF	2,7	4,6	5,1	3,8	5,4	7,3
Dont APU	7,2	1,3	4,4	7,0	-2,1	1,7
Exportations	3,2	6,3	2,7	3,6	5,6	3,2
Stocks (contrib au PIB)	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,2

Tableau E : Fiche de PIB en valeur, données CJO (évolutions en %)

	Anciennes séries			Nouvelles séries		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007
PIB	3,5	4,5	4,2	4,0	4,9	4,6
Importations	9,3	9,8	5,0	9,3	9,4	6,3
Dépenses de consommation des ménages	4,1	4,2	3,7	4,4	4,7	4,6
Dépenses de consommation des APU	3,7	3,9	2,9	3,8	3,5	3,6
FBCF totale	6,4	7,9	7,1	7,6	9,5	8,0
Dont ménages	10,0	10,5	5,3	10,1	14,0	6,6
Dont ENF	4,1	7,4	7,8	6,2	8,5	10,0
Dont APU	10,3	5,9	8,4	10,5	2,4	6,0
Exportations	5,1	8,1	3,2	5,7	8,0	3,6
Stocks (contrib au PIB)	0,2	0,2	0,6	0,1	-0,1	0,3

Tableau F : Fiche de PIB en prix, données CJO (évolutions en %)

	Anciennes séries			Nouvelles séries		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007
PIB	1,7	2,3	2,2	2,0	2,5	2,5
Importations	3,7	2,5	0,9	3,1	2,7	0,3
Dépenses de consommation des ménages	1,8	1,9	1,5	1,8	2,2	2,0
Dépenses de consommation des APU	2,7	2,3	1,5	2,5	2,1	2,2
FBCF totale	2,2	3,7	3,0	3,0	4,2	3,0
Dont ménages	3,6	5,8	3,8	3,9	6,5	3,5
Dont ENF	1,3	2,6	2,5	2,3	3,0	2,5
Dont APU	2,9	4,5	3,8	3,3	4,7	4,2
Exportations	1,9	1,7	0,5	2,1	2,2	0,5
Stocks (contrib au PIB)	0,1	0,1	0,5	0,1	0,1	0,1

Anciennes séries : résultats détaillés du quatrième trimestre de 2007, publiés le 30 mars 2008

Nouvelles séries : premiers résultats du premier trimestre de 2008, publiés le 15 mai 2008

Principales révisions intervenues sur le compte définitif 2005 par rapport au compte semi-définitif 2005

1 Principales révisions sur l'équilibre emplois-ressources de 2005

Le PIB augmente de 1,9 % en volume dans le compte 2005 définitif, soit une hausse supérieure à celle estimée dans le compte semi-définitif (+1,7 %). La révision en valeur est plus élevée : le PIB augmente de 4,0 %, contre +3,5 % estimé lors de la précédente campagne.

Cette croissance repose sur la demande interne. La contribution de la consommation finale à la croissance en volume du PIB est de +1,8 point, soit une révision de +0,3 point par rapport au compte semi-définitif. La contribution de la FBCF est quasiment inchangée, proche de celle de 2004 (+0,8 point). Après une « reprise par les stocks » en 2004, la contribution des variations des stocks à l'évolution en volume du PIB est neutre en 2005. La contribution négative du solde extérieur est un peu plus importante dans ce compte définitif (-0,7 point) qu'elle ne l'était dans le compte semi-définitif, la croissance en volume des importations ayant été révisée plus fortement à la hausse que celle des exportations.

Tableau 1a : fiche de PIB en volume, révisions des comptes pour 2005

Comptes	2004		2005	
	Définitif		Semi-définitif	Définitif
	valeurs, Md€	%	%	%
PIB	1 660,2	2,5	1,7	1,9
Importations	425,1	7,1	5,0	5,9
Dépenses de consommation	1 333,7	2,4	1,8	2,2
dont ménages	917,7	2,6	2,2	2,6
dont APU	393,8	2,3	0,9	1,2
FBCF	320,4	3,6	4,0	4,4
dont ENF	168,2	4,1	2,7	3,7
dont ménages	85,4	3,4	6,2	5,9
dont instituts financiers	9,3	0,8	-1,2	-3,2
dont APU	51,6	2,3	7,1	6,9
Exportations	426,8	4,0	2,8	3,1
Contributions :				
Consommation	1 333,7	2,0	1,4	1,8
FBCF	320,4	0,7	0,8	0,8
Variations de stocks	4,4	0,6	0,0	0,0
Solde extérieur	1,7	-0,7	-0,6	-0,7

Tableau 1b : fiche de PIB en valeur, révisions des comptes pour 2005

Comptes	2004		2005	
	Définitif		Semi-définitif	Définitif
	valeurs, Md€	%	%	%
PIB	1 660,2	4,1	3,5	4,0
Importations	425,1	8,6	8,9	9,3
Dépenses de consommation	1 333,7	4,3	3,9	4,2
dont ménages	917,7	4,5	4,1	4,5
dont APU	393,8	4,1	3,7	3,8
FBCF	320,4	6,6	6,3	7,5
dont ENF	168,2	5,8	4,1	6,1
dont ménages	85,4	9,0	9,9	10,1
dont instituts financiers	9,3	2,1	0,0	0,1
dont APU	51,6	5,3	10,3	10,4
Exportations	426,8	4,7	4,8	5,4
Contributions :				
Consommation	1 333,7	3,5	3,1	3,4
FBCF	320,4	1,3	1,2	1,4
Variations de stocks	4,4	0,3	0,1	0,1
Solde extérieur	1,7	-0,9	-1,0	-1,0

1.1 La consommation des ménages est révisée à la hausse.

La croissance des dépenses de consommation des ménages a globalement été révisée, par rapport au compte semi-définitif de +3,7Mds€, soit +0,4 point en valeur comme en volume. De fait, les déflateurs par produit, parce qu'ils sont quasiment tous assis sur l'indice des prix à la consommation, ne sont pas révisés lors du compte définitif.

La révision d'ensemble résulte de la prise en compte d'informations nouvelles, notamment l'exploitation du SIE définitif sur le champ des entreprises de commerce (dont le chiffre d'affaires permet d'estimer les montants globaux de consommation « commercialisable », c'est-à-dire principalement des biens consommés transitant dans les circuits de distribution).

Les postes qui présentent les plus fortes contributions à la révision de la dépense de consommation en valeur sont la consommation des biens manufacturés pour +0,2 point (dont +0,1 point pour les seuls biens de consommation) et la consommation en services immobiliers pour +0,1 point.

Tableau 1.1 : révisions des dépenses de consommation des ménages par produits

Consommation des ménages : révisions des évolutions en 2005, en niveau et en %, selon les produits

	2004		2005 : évolution en volume				2005 : évolution en valeur				Contribution à la révision Définitif - SD	
	Définitif		Semi-définitif		Définitif		Semi-définitif		Définitif		volume	valeur
	Md€		Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€	%		%
Agriculture	28,6		0,0	-0,1	0,2	0,9	0,5	1,7	0,8	2,7	0,0	0,0
IAA	140,8		1,4	1,0	1,8	1,3	1,3	0,9	1,7	1,2	0,0	0,0
Industrie manufacturière	233,1		7,6	3,3	9,5	4,1	6,0	2,6	7,8	3,4	0,2	0,2
- biens de consommation	128,0		3,6	2,8	4,7	3,7	2,5	2,0	3,6	2,8	0,1	0,1
- automobile	53,6		1,7	3,1	1,8	3,4	2,5	4,6	2,6	4,9	0,0	0,0
- biens d'équipement	15,2		2,1	13,6	2,4	15,8	0,6	3,9	0,9	5,9	0,0	0,0
- biens intermédiaires	36,3		0,3	0,8	0,6	1,7	0,3	0,9	0,7	1,9	0,0	0,0
Energie	66,9		-0,8	-1,2	-0,9	-1,3	5,3	7,9	5,3	7,9	0,0	0,0
Construction	9,3		0,0	0,3	0,0	0,3	0,4	4,2	0,4	4,2	0,0	0,0
Commerce	18,9		-0,2	-1,3	0,1	0,5	0,5	2,9	0,9	4,7	0,0	0,0
Transport	25,7		1,0	3,9	1,0	3,9	1,4	5,5	1,4	5,5	0,0	0,0
Activités financières	46,4		1,3	2,9	1,3	2,9	1,1	2,4	0,8	1,8	0,0	0,0
- dont SIFIM	10,1		0,4	3,8	0,4	4,1	-0,5	-5,2	-0,8	-7,7	0,0	0,0
Activités immobilières	163,5		4,7	2,9	5,3	3,3	11,2	6,9	11,8	7,2	0,1	0,1
Services aux entreprises	45,1		1,9	4,2	1,8	4,0	2,5	5,4	2,4	5,3	0,0	0,0
Services aux particuliers	108,0		1,3	1,2	1,5	1,3	3,5	3,2	3,8	3,5	0,0	0,0
Education, santé, action sociale	41,1		1,2	3,0	1,5	3,6	2,6	6,3	2,9	7,1	0,0	0,0
Administrations	0,4		0,0	10,0	0,0	9,4	0,0	11,9	0,0	11,4	0,0	0,0
Consommation hors du territoire	-9,8		1,1	-10,8	1,1	-10,8	0,9	-9,2	0,9	-9,2	0,0	0,0
Total	917,7		20,5	2,2	24,3	2,6	37,3	4,1	40,9	4,5	0,4	0,4
Total hors Sifim	907,6		20,2	2,2	23,9	2,6	37,8	4,2	41,7	4,6	0,4	0,4

1.2 L'investissement est également revu à la hausse.

Globalement, la FBCF totale est revue en hausse de +1,2 point (3,7 Mds€) en valeur et de +0,3 point (1,1 Md€) en volume.

Le dynamisme des dépenses des ménages est à peine revu. Le logement neuf ayant été particulièrement dynamique en 2005, la croissance est au total de 10,1 % en valeur, dont +5,9 % d'effet volume.

Tableau 1.2.1 : principales révisions de la FBCF par secteurs institutionnels

FBCF : révisions des évolutions en 2005, en niveau et en %, selon les secteurs institutionnels

	2004		2005 : évolution en volume				2005 : évolution en valeur				Contribution à la révision Définitif - SD	
	Définitif		Semi-définitif		Définitif		Semi-définitif		Définitif		volume	valeur
	Md€		Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€	%		%
Entreprises non financières	168,2		4,6	2,7	6,2	3,7	6,8	4,1	10,3	6,1	0,5	1,1
Ménages	85,4		5,3	6,2	5,0	5,9	8,5	9,9	8,6	10,1	-0,1	0,0
Administrations publiques	51,6		3,7	7,1	3,5	6,9	5,3	10,3	5,4	10,4	0,0	0,0
Autres secteurs (IF notamment)	15,2		-0,6	-3,8	-0,8	-5,1	-0,3	-2,0	-0,3	-1,8	-0,1	0,0
Total	320,4		12,9	4,0	14,0	4,4	20,3	6,3	24,0	7,5	0,3	1,2

Les dépenses d'investissements des APU sont également à peine modifiées.

L'évaluation de la FBCF des ENF fait l'objet d'un arbitrage : elle résulte de la confrontation des équilibres emplois-ressources au niveau fin et de l'information apportée sur l'évolution des immobilisations des entreprises par le SIE. Le SIE définitif ayant montré un fort dynamisme, la croissance en valeur a été revue en hausse, de 3,5 Mds€, soit +6,1 % contre +4,1% au semi-définitif. Toutefois, en volume, la révision est moins forte (de +2,7 % à +3,7 %).

Les principales modifications par produits concernent une révision à la baisse de l'investissement en automobile (-0,9 Md€ en valeur) et en construction (-0,5 Md€). En revanche, l'investissement en activités immobilières (dépenses liées aux marges des promoteurs ou agences immobilières) a été revu à la hausse (+2,0 Mds€ en valeur, +1,7 Md€ en volume).

Tableau 1.2.2 : principales révisions de la FBCF par produits

FBCF tous SI : révisions des évolutions en 2005, en niveau et en %, selon les produits

	2004		2005 : évolution en volume				2005 : évolution en valeur				Contribution à la révision Définitif - SD	
	Définitif	Md€	Semi-définitif		Définitif		Semi-définitif		Définitif		volume	valeur
			Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€	%		
Agriculture	1,1	0,2	15,2	0,2	16,3	0,2	20,4	0,2	21,3	0,0	0,0	
Industrie manufacturière	90,2	3,3	3,6	2,7	2,9	3,4	3,8	4,5	5,0	-0,2	0,4	
- biens de consommation	6,2	0,1	1,0	-0,2	-2,5	0,1	0,9	-0,1	-1,5	-0,1	0,0	
- automobile	21,8	1,1	4,8	-0,2	-0,9	1,4	6,2	0,5	2,1	-0,4	-0,3	
- biens d'équipement	56,7	2,1	3,8	2,9	5,1	2,0	3,4	3,9	6,9	0,2	0,6	
- biens intermédiaires	5,4	0,0	0,5	0,1	2,0	0,0	0,2	0,2	3,8	0,0	0,1	
Construction	155,5	6,2	4,0	5,7	3,7	12,0	7,7	11,4	7,3	-0,1	-0,2	
Activités immobilières	18,5	0,3	1,4	2,0	10,8	1,0	5,5	3,0	16,0	0,5	0,6	
Services aux entreprises	52,3	3,2	6,1	3,2	6,1	3,7	7,0	4,5	8,6	0,0	0,3	
Services aux particuliers	2,7	-0,1	-5,2	0,2	8,7	0,0	0,4	0,3	11,8	0,1	0,1	
Total	320,4	12,9	4,0	14,0	4,4	20,3	6,3	24,0	7,5	0,3	1,2	

1.3 Les variations de stocks sont peu révisées.

Après une contribution positive des stocks à la croissance en 2004 (concentrée sur les produits agricoles), les variations de stocks ont très peu joué sur l'évolution de l'activité en 2005 (contribution neutre en volume et de +0,1 point en valeur).

Tableau 1.3: principales révisions des variations de stocks par produits

Variations des stocks : révisions des évolutions en 2005, en niveau et en %, selon les produits

	2004		2005 : évolution en volume				2005 : évolution en valeur				Contribution à la révision Définitif - SD	
	Définitif	Md€	Semi-définitif		Définitif		Semi-définitif		Définitif		volume	valeur
			Evolution	Montant	Evolution	Montant	Evolution	Montant	Evolution	Montant		
Agriculture	1,3	-1,6	-0,3	-1,7	-0,4	0,1	1,4	0,1	1,4	0,0	0,0	
IAA	2,2	-1,3	1,0	-1,3	0,9	-1,0	1,2	-1,4	0,9	0,0	-0,3	
Industrie manufacturière	1,2	2,8	4,0	2,6	3,7	2,8	4,0	2,5	3,7	-0,1	-0,3	
- biens de consommation	1,2	0,5	1,7	-0,2	1,0	0,4	1,6	-0,2	1,0	-0,2	-0,6	
- automobile	1,1	-0,6	0,6	-0,3	0,8	-0,5	0,6	-0,2	0,9	0,1	0,3	
- biens d'équipement	-0,9	2,2	1,3	2,4	1,6	2,2	1,4	2,3	1,4	0,1	0,1	
- biens intermédiaires	-0,3	0,8	0,5	0,6	0,4	0,7	0,4	0,6	0,4	0,0	0,0	
Energie	0,2	0,2	0,4	-0,5	-0,3	0,3	0,4	-0,6	-0,4	-0,2	-0,9	
Construction	-1,9	0,9	-1,0	1,4	-0,5	0,9	-1,0	1,4	-0,5	0,1	0,5	
Transport	-0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Services aux entreprises	0,6	-0,5	0,1	-0,3	0,3	-0,5	0,1	0,0	0,6	0,1	0,5	
Total	3,6	0,6	4,2	0,2	3,7	2,5	6,1	2,0	5,6	-0,4	-0,5	

Les variations de stocks dans le compte définitif 2005 atteignent 5,6 Mds€ en valeur, supérieures de 2,0 Mds€ à celles du compte définitif 2004 (+3,6 Mds€). Par rapport au compte semi-définitif, cette variation des variations de stocks a été abaissée de 0,5 Md€. Elle est révisée à la baisse dans les produits énergétiques (-0,9 Md€ en valeur) mais à la hausse dans la construction (+0,5 Md€).

1.4 Les flux des échanges extérieurs sont révisés en hausse ; la contribution négative du solde extérieur à la croissance en volume est légèrement accentuée.

La croissance des exportations en 2005 a été révisée de +0,6 point (+2,5 Mds€) en valeur, et de +0,3 point en volume (+1,3 Md€).

Les exportations de produits manufacturés ont été revues à la hausse avec la révision des chiffres douaniers, contribuant pour +0,2 point en valeur (contribution inchangée en volume). Les exportations de services de transport, de services financiers et de services aux entreprises ont également été révisées en hausse, en raison des révisions des données de la balance des paiements d'une part et de la révision de l'évaluation des exportations de services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) d'autre part ; elles contribuent au total pour +0,4 point à la révision en valeur des exportations (+0,2 point en volume).

Tableau 1.4.1 : principales révisions des exportations

Exportations : révisions des évolutions en 2005, en niveau et en %, selon les produits

	2004		2005 : évolution en volume				2005 : évolution en valeur				Contribution à la révision Définitif - SD	
	Définitif	Semi-définitif		Définitif		Semi-définitif		Définitif		volume	valeur	
		Md€	Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€			%
Agriculture	10,4	0,5	5,0	0,4	3,5	0,0	0,2	0,1	0,5	0,0	0,0	
IAA	29,8	0,4	1,4	0,4	1,5	0,6	2,2	0,7	2,2	0,0	0,0	
Industrie manufacturière	289,9	7,0	2,4	7,0	2,4	8,6	3,0	9,4	3,3	0,0	0,2	
- biens de consommation	52,0	4,0	7,7	3,7	7,2	2,8	5,4	3,0	5,8	-0,1	0,0	
- automobile	53,5	-0,7	-1,3	-0,7	-1,3	-1,4	-2,6	-1,3	-2,4	0,0	0,0	
- biens d'équipement	81,3	2,8	3,4	3,0	3,7	2,8	3,4	3,0	3,7	0,0	0,1	
- biens intermédiaires	103,2	0,9	0,9	1,0	1,0	4,4	4,2	4,7	4,5	0,0	0,1	
Energie	12,2	1,9	15,4	1,9	15,4	5,0	40,5	5,0	40,5	0,0	0,0	
Commerce	3,1	-0,1	-1,7	0,2	7,9	0,3	8,2	0,3	9,6	0,1	0,0	
Transport	16,8	-0,4	-2,1	0,4	2,1	1,0	6,2	1,6	9,4	0,2	0,1	
Activités financières	4,3	0,5	11,6	0,5	10,5	1,4	32,1	2,0	47,2	0,0	0,2	
- dont SIFIM	2,0	0,5	23,4	0,4	19,0	1,4	66,4	2,0	95,8	0,0	0,1	
Services aux entreprises	24,8	1,7	7,0	2,1	8,6	2,4	9,6	2,7	11,0	0,1	0,1	
Services aux particuliers	2,2	-0,1	-6,4	-0,1	-4,7	-0,1	-4,2	-0,1	-4,3	0,0	0,0	
Education, santé, action sociale	0,4	0,1	32,6	0,1	31,9	0,1	34,0	0,1	34,0	0,0	0,0	
Consommation hors du territoire	32,8	0,6	1,7	0,6	1,7	1,1	3,5	1,1	3,5	0,0	0,0	
Total	426,8	12,2	2,8	13,4	3,1	20,5	4,8	23,0	5,4	0,3	0,6	

Par rapport au compte semi-définitif, les importations ont été révisées de +0,4 point en valeur (+1,7 Md€) et de +0,9 point en volume (+4,0 Mds€).

En raison de la prise en compte des nouveaux chiffres douaniers, ce sont principalement les produits manufacturés qui expliquent ce dynamisme plus important des importations, y contribuant pour 0,3 point en valeur et 0,6 point en volume. Les importations de services de transport sont également révisées à la hausse et contribuent pour 0,1 point à la révision de la valeur et pour 0,2 point à celle du volume.

Tableau 1.4.2 : principales révisions des importations

Importations : révisions des évolutions en 2005, en niveau et en %, selon les produits

	2004		2005 : évolution en volume				2005 : évolution en valeur				Contribution à la révision Définitif - SD	
	Définitif	Semi-définitif		Définitif		Semi-définitif		Définitif		volume	valeur	
		Md€	Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€			%
Agriculture	8,7	-0,2	-2,3	-0,2	-2,7	0,1	1,7	0,2	2,4	0,0	0,0	
IAA	23,5	0,7	3,1	0,8	3,5	0,7	-2,8	0,7	3,2	0,0	0,0	
Industrie manufacturière	284,3	16,9	5,9	19,3	6,8	17,5	6,1	18,7	6,6	0,6	0,3	
- biens de consommation	60,0	5,9	9,9	6,3	10,4	3,5	5,8	3,8	6,3	0,1	0,1	
- automobile	41,3	1,6	3,8	1,6	3,9	2,1	5,0	2,1	5,2	0,0	0,0	
- biens d'équipement	74,2	7,3	9,8	8,8	11,8	5,6	7,6	5,9	8,0	0,4	0,1	
- biens intermédiaires	108,8	2,1	2,0	2,7	2,5	6,3	5,8	6,9	6,3	0,1	0,1	
Energie	40,0	2,1	5,3	2,1	5,4	14,6	36,4	14,6	36,5	0,0	0,0	
Commerce	4,8	-0,9	-18,5	-0,3	-7,3	-0,3	-6,3	-0,3	-5,9	0,1	0,0	
Transport	21,2	-0,3	-1,3	0,7	3,3	2,8	13,2	3,2	15,1	0,2	0,1	
Activités financières	3,7	0,2	6,1	0,1	1,6	0,4	10,6	0,4	11,6	0,0	0,0	
- dont SIFIM	0,2	0,0	7,4	0,0	6,4	0,1	38,2	0,1	46,6	0,0	0,0	
Services aux entreprises	22,6	1,7	7,6	2,0	9,0	2,5	11,2	2,4	10,8	0,1	0,0	
Services aux particuliers	2,2	0,0	0,0	0,0	1,3	0,0	0,9	0,0	1,8	0,0	0,0	
Education, santé, action sociale	0,2	0,0	7,1	0,0	6,7	0,0	8,4	0,0	8,4	0,0	0,0	
Correction Caf-Fab	-9,1	-0,6	6,9	-0,9	9,8	-2,5	27,9	-2,6	29,1	-0,1	0,0	
Consommation hors du territoire	23,0	1,6	7,0	1,6	7,0	2,0	8,9	2,0	8,9	0,0	0,0	
Total	425,1	21,3	5,0	25,3	5,9	37,8	8,9	39,5	9,3	0,9	0,4	

2 Principales révisions sur les comptes des secteurs institutionnels de 2005

2.1 La valeur ajoutée des sociétés non financière est révisée à la hausse.

Tableau 2.1 : révision de la valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels (en valeurs, Mds€)

	2004D	2005SD		2005D		révision en niveau	
	niveau	niveau	évolution (%)	niveau	évolution (%)	niveau	%
Sociétés non financières	840,1	863,9	2,8	873,9	4,0	10,0	1,2
Sociétés financières	71,6	74,4	4,0	74,2	3,6	-0,3	-0,4
Administrations publiques	266,6	275,8	3,5	276,2	3,6	0,4	0,1
Ménages	294,6	307,6	4,4	305,6	3,7	-2,1	-0,7
dont EI	132,1	134,8	2,0	132,4	0,3	-2,3	-1,7
Institutions sans but lucratif au service des ménages	17,4	17,8	2,2	17,9	2,6	0,1	0,4
Total des secteurs institutionnels	1 490,2	1 539,6	3,3	1 547,8	3,9	8,2	0,6

L'évolution de la valeur ajoutée (VA) des secteurs résidents s'établit à +3,9% dans le compte définitif de 2005, contre +3,3% dans le compte semi-définitif. Cette révision à la hausse de 8,2 Mds€ s'explique entièrement par le réhaussement de la VA des entreprises non financières (ENF, ie les sociétés et les entreprises individuelles non financières).

La révision à la hausse de la VA des ENF, de 7,8 Mds€ à +3,5%, est directement liée au calage sur le système intermédiaire d'entreprises (SIE). Cette année, le SIE définitif a confirmé et même amplifié la progression enregistrée dans le SIE semi-définitif. Néanmoins, le « passage aux comptes », en particulier pour ce qui concerne l'appréciation sur stocks, a conduit à modérer quelque peu la révision spontanée liée au calage sur le SIE définitif.

Encadré : SIE et « passage aux comptes »

Le système intermédiaire d'entreprise (SIE) fournit une valeur ajoutée suivant un format qui n'est pas directement utilisable par les comptes nationaux. Outre une complétude de champ à effectuer (intégration de données relatives à la production agricole, plus précises car fondées sur une approche fine par filière de production, que l'on substitue aux données du SIE sur ce secteur), il s'agit de procéder à un certain nombre de corrections conceptuelles.

Dans le cadre de cette procédure, dite de « passage aux comptes » du SIE, a lieu en particulier une correction pour appréciation sur stocks. En effet, la production au sens de la comptabilité nationale est égale à la somme de la production vendue et de la variation de stocks produits, mais cette variation de stocks, telle que retracée dans les comptes des entreprises, doit être préalablement corrigée des éventuels mouvements de prix qui ont pu l'affecter.

La révision à la hausse de la VA des ENF ne s'est pas répartie à due proportion entre sociétés et entreprises individuelles. Elle ne concerne que les SNF : la VA des SNF est revue en hausse de 10,0 Mds€, soit 1,2 point par rapport au compte semi définitif (+4,0% contre +2,8% estimée au SD).

La valeur ajoutée des sociétés financières (banques, assurances et auxiliaires financiers) est révisée en légère baisse, de 0,3 Md€ par rapport au compte semi-définitif. Ce mouvement est entièrement imputable à la VA des institutions financières, revue en baisse de 0,5 Md€ principalement en raison d'une moindre progression de la production de service d'intermédiation financière indirectement mesurée (SIFIM sur crédits et dépôts) que celle estimée lors de la campagne de l'an passé (+4,6% contre +6,3%). Les auxiliaires financiers sont révisés en hausse de 0,3 Md€ (prise en compte des éléments du SIE définitif). La valeur ajoutée des sociétés d'assurances n'est quasiment pas revue entre les deux versions de compte.

La révision en baisse de la VA des ménages (-2,1Mds€) s'explique par celle des entrepreneurs individuels. De fait, alors même que la prise en compte du SIE définitif a conduit à réviser nettement à la hausse la valeur ajoutée des entreprises non financières prises globalement, celle des EI est revue en baisse de 2,3Md€. Son évolution s'établit dans le compte définitif à 0,3% (+2,0% dans le semi-définitif) contre 4,0% pour les sociétés non financières. Ce mouvement s'inscrit dans une évolution de long terme (chaque année le poids des EI recule), mais ce retrait est légèrement plus marqué en 2005 que lors des années précédentes. On observe en effet sur les années récentes des effets démographiques inédits par leur ampleur entre sociétés et entreprises individuelles : l'abaissement de l'apport en capital lors de la création d'une société (de 7500 € à 1 € pour certaines d'entre elles), intervenu fin 2003, a sans doute favorisé la constitution en société à responsabilité limitée au détriment de l'entreprise individuelle.

La valeur ajoutée des administrations publiques est revue en légère hausse de 0,4 Md€ (soit 0,1 point). Cette révision résulte notamment de l'intégration des comptes des établissements publics d'enseignement locaux et de la révision de la consommation de capital fixe.

2.2 Malgré une révision en hausse de la croissance de leur excédent brut d'exploitation, l'épargne brute des SNF demeure orientée à la baisse.

Tableau 2.2.1 : compte des sociétés non financières (en milliards d'€)

	2004D Niveau	2005SD		2005D		révision en niveau	
		niveau	évolution (%)	niveau	évolution (%)	niveau	%
Valeur ajoutée	840,1	863,9	2,8	873,9	4,0	10,0	1,2
Salaires et traitements bruts	410,9	424,5	3,3	427,7	4,1	3,1	0,7
Excédent brut d'exploitation	258,8	262,0	1,2	268,8	3,9	6,8	2,6
Intérêts, dividendes et autres revenus de la propriété versés	235,7	256,6	8,9	263,0	11,6	6,4	2,5
Intérêts, dividendes et autres revenus de la propriété reçus	151,8	166,4	9,7	171,1	12,7	4,6	2,8
Impôt sur le revenu	28,1	31,8	13,5	32,4	15,7	0,6	2,2
Revenu disponible brut / épargne brute	123,6	117,4	-5,0	120,3	-2,7	2,9	2,5
Formation brute de capital fixe	156,3	163,1	4,4	166,5	6,6	3,4	2,1

La croissance de la VA des SNF est révisée en hausse de 1,2 point et cette révision de 10,0 Mds€ porte pour 6,6 Mds€ sur leur EBE. Ainsi, le taux de marge des SNF est révisé à la hausse : celui-ci est au final stable par rapport à 2004 à 30,8%. Les salaires bruts versés par les sociétés non financières sont revus en hausse (+3,0 Md€) et le taux de cotisation patronale apparent (cotisations sociales à la charge des entreprises rapportées à la masse salariale brute) est révisé à la baisse (33,0% contre 33,3% au compte semi définitif, après 33,3% en 2004).

Le flux d'intérêts et dividendes versés et reçus par les SNF sont révisés sensiblement à la hausse, les seconds plus encore que les premiers, si bien que leur solde est revu favorablement pour les SNF de 2,4Mds€. Rappelons qu'au compte définitif, le SIE est utilisé pour l'estimation de ces flux ; lors de l'établissement du compte semi-définitif, la source SIE signalait déjà une forte hausse des produits financiers (tant reçus que versés), mais celle-ci avait été atténuée faute de pouvoir recouper cette information encore provisoire.

En revanche, le solde des bénéfices réinvestis (versés moins reçus) par les SNF (source : balance des paiements) est fortement révisé à la hausse, de 4,2 Mds€ : les bénéfices nets (au delà des dividendes distribués) « reversés » par les filiales résidentes en France à leur maisons mères étrangères sont revus de +6,0 Mds€, alors que le flux réciproque en provenance des filiales d'entreprises françaises à l'étranger n'est revu que de 1,8 Md€.

Au final, du fait de cette révision des bénéfices réinvestis, le solde des revenus de la propriété versés par les SNF est revu à la hausse (+1,8Md€) et vient ainsi pour partie contrecarrer la révision en hausse de l'EBE, si bien que l'épargne des SNF continue à

s'inscrire en recul dans le compte définitif, quoique de façon atténuée (-2,9% contre -5,0% au compte semi-définitif).

Dans le même temps, la FBCF des sociétés non financières est revue en hausse de 2,1 point entre le compte semi-définitif et le compte définitif (de +4,4% à +6,6%). L'ampleur de cette révision dépassant celle de la VA mais n'excédant pas celle de l'épargne, le taux d'investissement se trouve légèrement réhaussé, de 0,2 point à 19,1%, de même que le taux d'autofinancement, de 0,2 point à 72,2%. La chute prononcée de ce dernier (79,1% en 2004) est toutefois confirmée.

Tableau 2.2.2 : principaux ratios du compte des sociétés non financières

	2004D	2005SD		2005D		révision en niveau	
	niveau	niveau	évolution (niveau)	Niveau	Évolution (niveau)	Niveau	%
Capacité de financement des SNF en milliards	-24,7	-49,4	-24,7	-49,4	-24,7	-0,0	-
Taux de marge des SNF en pourcentage : EBE / VA	30,8	30,3	-0,5	30,8	-0,0	0,4	-
Taux d'investissement des SNF en pourcentage : FBCF / VA	18,6	18,9	0,3	19,1	0,5	0,2	-
Taux d'autofinancement des SNF en % : RDB / FBCF	79,1	72,0	-7,1	72,2	-6,9	0,3	-

2.3 Le compte des sociétés financières : révision à la hausse du solde entre intérêts reçus et intérêts versés et du solde des bénéfiques réinvestis en provenance de leurs filiales à l'étranger.

Tableau 2.3 : les comptes des sociétés financières (en valeur Mds €)

	2004	2005Sd		2005DEF		Révision	
		niveau	Évolution (en %)	niveau	évolution (en %)	En niveau	%
Valeur ajoutée	71,6	74,4	4,0	74,2	3,6	-0,3	-0,4
dont : Institutions financières	44,6	46,2	3,7	45,7	2,5	-0,5	-1,1
Assurances	20,7	21,2	2,6	21,2	2,5	-0,0	-0,1
Auxiliaires financiers	6,4	7,1	10,6	7,3	14,6	0,3	4,0
rémunération des salariés	41,6	44,3	6,4	44,4	6,6	0,1	0,2
EBE	25,3	25,4	0,4	25,1	-0,9	-0,3	-1,3
Intérêts versés	137,3	150,1	9,3	151,9	10,6	1,8	1,3
Dividendes versés	31,5	31,7	0,7	31,5	0,0	-0,2	-0,7
dont : Institutions financières	23,3	22,0	-5,7	21,9	-6,0	-0,1	-0,3
Assurances	6,0	7,4	22,7	7,3	22,4	-0,0	-0,3
Auxiliaires financiers	2,1	2,3	8,3	2,2	2,9	-0,1	-5,4
Revenus de la propriété attribués aux assurés	37,6	38,8	3,2	38,8	3,2	0,0	0,0
Intérêts reçus	177,1	187,2	5,7	190,8	7,7	3,6	2,0
Dividendes reçus	34,3	39,4	15,1	38,3	11,6	-1,2	-3,4
Soldes des bénéfiques réinvestis	2,8	3,3	17,2	5,3	90,0	2,0	72,8
indemnités versées d'assurance dommage	29,4	29,5	0,3	29,5	0,3	0,0	0,0
prestation sociales versées par les assurances	21,8	22,5	3,4	23,4	7,4	0,9	4,0
Impôts sur le revenu	10,4	7,7	-26,0	7,7	-25,7	0,0	0,3
Revenu disponible brut / épargne brute	20,8	23,7	13,7	26,8	28,7	3,1	14,9
Formation brute de capital fixe	13,0	12,6	-3,5	12,6	-3,1	0,1	0,4

Le solde des intérêts reçus par les sociétés financières est révisé à la hausse de 1,8Md€ par rapport au compte semi définitif. Cette révision provient d'une révision en hausse plus importante des intérêts reçus que des intérêts versés et est concentrée sur le compte des institutions financières (IF : banques et OPCVM).

A la révision à la hausse du solde des intérêts reçus vient s'ajouter celle des bénéfiques réinvestis des sociétés (source Balance des paiements), dont le solde est revu favorablement pour l'ensemble des sociétés financières résidentes de +2,0 Mds€ (forte hausse des bénéfiques réinvestis 'reçus', correspondant au « reversement » des bénéfiques nets - au delà des dividendes distribués - par les filiales étrangères à leurs maisons mères françaises, qui atteignent 7,3 Mds€, après 3,5 Mds€ en 2004).

Les prestations sociales sont revues en hausse de 900M€. Lors de la campagne précédente aucune estimation des prestations sociales versées par les mutuelles de santé n'avait pas pu être fournie par l'ACAM.

Au final, la révision à la hausse du solde des revenus de la propriété reçus (nets des versés) entraîne celle de l'épargne des sociétés financières. Cette épargne progresse nettement par rapport au compte 2004, malgré la nouvelle détérioration de leur EBE.

2.4 Malgré une révision à la hausse de leur revenu d'activité, le RDB des ménages est revu en légère baisse et leur taux d'épargne un peu plus nettement.

En 2005, le revenu disponible brut des ménages s'élève à 1126,2 Mds€ dans le compte définitif. Il est révisé à la baisse de 0,9 Md€ par rapport au compte semi définitif. En évolution, le RDB est revu de -0,1 point à +3,4%. En effet, la révision à la hausse des revenus d'activité est plus que compensée par une révision à la baisse du solde des revenus de la propriété (reçus moins versés).

Les revenus d'activité (revenu mixte et salaires bruts, diminués des cotisations) sont révisés en hausse de 1,9 Md€. Le revenu mixte n'est que très légèrement revu à la baisse (-0,4 Md€). Ce sont les salaires bruts qui contribuent à la révision des revenus d'activité nets des cotisations (+2,5 Mds€) ; entre 2004 et 2005, les salaires bruts progressent de 3,7% contre 3,3% dans la campagne précédente. Par ailleurs, l'EBE des ménages (essentiellement lié à l'activité de service de logement) est revu en hausse de 0,2 Md€ en raison de la baisse des consommations intermédiaires de SIFIM sur les crédits logement.

Cette révision en hausse des revenus d'activité est cependant compensée par la révision à la baisse du solde des revenus financiers (-3,5 Mds€), due pour l'essentiel à la révision du solde des intérêts (-2,7 Mds€, dont -0,8 Md€ sont imputables au SIFIM). Les intérêts reçus par les ménages ont été revus à la baisse de 1,3 Md€ (hors SIFIM). L'essentiel de l'évolution à la baisse des intérêts reçus par les ménages provient des rémunérations des OPCVM, en lien avec la baisse des taux longs (à un minimum historique en 2005).

La révision en baisse de l'ensemble des dividendes reçus (-1,1 Md€) provient de l'intégration du SIE définitif. Les dividendes reçus des sociétés sont pour leur part revus à la hausse de 3,1 Mds€. A l'inverse, les « autres revenus de la propriété » sont revus à la baisse de -1,7 Md€. Ces autres revenus distribués correspondent aux bénéfices des sociétés soumises à l'impôt sur le revenu, qui sont en comptabilité nationale conventionnellement réattribués aux ménages.

Les impôts sur le revenu payés par les ménages sont révisés à la baisse de 0,3 Md€. Cette révision provient d'une modification du partage entre le paiement de l'impôt sur le revenu, comptabilisé en impôt courant, et l'enregistrement de pénalités de retard, comptabilisé en transfert de capital. Cette correction a un impact positif sur le RDB et l'épargne totale, mais laisse inchangée l'épargne financière.

Les prestations sociales en espèces reçues par les ménages sont corrigées de -1,0 Md€ (-0,3 point). Cette correction résulte des révisions des prestations sociales versées par les mutuelles de santé (+0,9 Md€) et d'une correction du traitement de l'adossé au régime des IEG au régime général (-1,8 Md€). Cette dernière correction est neutre sur le revenu disponible des ménages puisque les cotisations versées par les ménages ont été corrigées en parallèle (-1,8 Md€).

Tableau 2.4.1 : compte des ménages (en valeur, Mds €)

	2004D	2005SD		2005D		révision en niveau	
	niveau	niveau	évolution (en %)	niveau	évolution (en %)	niveau	%
Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte	244,0	254,1	4,2	253,9	4,1	-0,2	-0,1
dont : revenu mixte des EI	107,4	108,9	1,4	108,4	1,0	-0,4	-0,4
EBE + revenu mixte hors EI	136,6	145,2	6,3	145,4	6,5	0,2	0,1
Salaires bruts reçus	642,6	663,7	3,3	666,2	3,7	2,5	0,4
Salaires nets reçus	556,7	573,9	3,1	576,2	3,5	2,3	0,4
Prestations sociales en espèces reçues	325,7	339,7	4,3	338,7	4,0	-1,0	-0,3
Transferts sociaux en nature reçus	277,2	288,6	4,1	288,6	4,1	0,0	0,0
Impôts sur le revenu	144,6	153,1	5,9	152,8	5,7	-0,3	-0,2
Cotisations sociales	338,5	352,8	4,2	351,9	3,9	-0,9	-0,3
dont patronales	232,0	240,4	3,6	240,0	3,5	-0,4	-0,2
Revenus de la propriété reçus	133,0	137,8	3,6	135,0	1,5	-2,8	-2,0
Revenus de la propriété versés	21,5	21,4	-0,4	22,1	2,8	0,7	3,2
Revenu disponible brut	1 089,4	1 127,1	3,5	1 126,2	3,4	-0,9	-0,1
Consommation finale effective	1 194,9	1 243,6	4,1	1 247,3	4,4	3,7	0,3
Dépense de consommation finale	917,7	955,0	4,1	958,7	4,5	3,7	0,4
Épargne brute	171,7	172,2	0,3	167,6	-2,4	-4,6	-2,7
Formation brute de capital fixe	97,3	105,7	8,7	105,9	8,9	0,2	0,2
dont : EI	11,9	11,9	-0,4	11,9	0,2	0,1	0,6
hors EI	85,4	93,9	9,9	94,0	10,1	0,1	0,1

Tableau 2.4.2 : principaux ratios du compte des ménages

	2004D	2005SD		2005D		révision de l'évolution
	niveau	niveau	évolution (niveau)	niveau	évolution (niveau)	
Capacité de financement en milliards d'Euros	67,1	61,6	-5,5	56,3	-10,8	-5,2
Taux d'épargne des ménages en pourcentage	15,8	15,3	-0,5	14,9	-0,9	-0,4
Taux d'épargne financière des ménages en pourcentage	6,2	5,5	-0,7	5,0	-1,2	-0,5

Alors que le revenu des ménages est révisé en légère baisse, la dépense de consommation des ménages est revue dans le même temps en hausse (+0,4 point). De ce fait, le taux d'épargne des ménages est revu à la baisse de 0,4 point, amplifiant ainsi le recul enregistré entre 2004 et 2005 : -1,2 point contre -0,7 point estimé lors de la campagne précédente.

Le RDB des ménages progressent de 3,4% (contre 3,5% dans le compte semi-définitif). Compte tenu de la très faible révision du prix des dépenses de consommation des ménages, (-0,01 point), l'évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages est également revue à la baisse de 0,1 point, pour s'établir à +1,6%.

2.5 Le besoin de financement des administrations publiques se réduit de 0,2Md€ entre les comptes semi-définitif et définitif 2005, pour s'établir à 51,1 Mds€.

Le compte des APU est révisé de façon très marginale entre le compte semi-définitif et le compte définitif. Le déficit public en point de PIB est inchangé. Le taux de prélèvement obligatoire est revu en niveau de 0,2 point à la baisse à 43,6%, uniquement du fait de la révision à la hausse du PIB au dénominateur : il progresse de 0,4 point par rapport à 2004 (au lieu de 0,6 point au semi-définitif).

Tableau 2.5 : Ratios et soldes des APU

	2004D	SD 2005		DEF 2005		révision en niveau
		Niveau	évolution (en niveau)	Niveau	évolution (en niveau)	
Épargne brute en milliards d'Euros	-2,7	4,6	7,3	4,5	7,1	-0,1
Capacité ou besoin de financement en milliards d'Euros	-60,2	-51,3	9,0	-51,1	9,1	0,1
des administrations publiques centrales	-43,3	-45,3	-2,0	-45,1	-1,8	0,2
administrations publiques locales	-2,4	-3,3	-1,0	-3,3	-0,9	0,1
administrations de sécurité sociale	-14,6	-2,6	11,9	-2,8	11,8	-0,1
Taux de prélèvements obligatoires des APU en %	43,2	43,8	0,7	43,6	0,4	-0,2
Déficit / PIB en pourcentage	-3,6	-3,0	0,6	-3,0	0,7	0,0

2.6 Bien que le solde du commerce extérieur soit révisé en hausse de 0,8Md€, le besoin de financement de la nation est dégradé 2,0Md€

Le solde en valeur du commerce extérieur est révisé en hausse. Les exportations sont revues de 2,5 Md€ et les importations de 1,7 Md€.

Tableau 2.6 : quelques éléments issus du compte du reste du monde (vision secteur résident)

	2004D	2005SD		2005D		révision en niveau	
	niveau	niveau	évolution (%)	niveau	évolution (%)	niveau	%
Exportations de biens (FAB)	342,3	356,5	4,2	357,4	4,4	0,9	0,3
Exportations de services - importations de services	6,8	5,5	-18,3	6,7	-0,8	1,2	21,4
Importations de biens (FAB)	347,4	377,7	8,7	379,0	9,1	1,3	0,3
dont correction CAF-FAB	-6,5	-7,2	10,4	-9,1	38,7	-1,8	25,6
Solde du commerce extérieur	1,7	-15,7	-	-14,9	-	0,8	-
cotisations nettes de prestations sociales	-6,5	-6,8	-	-6,8	-	-0,0	-
solde des intérêts et dividendes	-6,1	-7,2	-	-7,5	-	-0,3	-
solde des bénéfices réinvestis	5,7	8,0	-	5,9	-	-2,2	-
Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde	-10,2	-13,2	-	-16,0	-	-2,8	-
Capacité (+) / Besoin (-) de financement de la nation	-8,5	-28,9	-	-30,8	-	-2,0	-

Le solde des opérations de répartition est dégradé de 2,8 Mds€ en raison de la révision du solde des bénéfices d'investissements directs réinvestis (-2,2 Mds€). La balance des paiements a en effet revu en hausse les flux de bénéfices réinvestis (calculés comme le solde entre les résultats des filiales et les dividendes qu'elles versent) en emploi comme en ressources de respectivement 7,2 Mds€ (reçus par les entreprises non résidentes de la part de leurs filiales résidentes) et de 5,1Mds€ (reçus par les entreprises résidentes de la part de leur filiales non résidentes).

La révision des opérations de répartition atténue la révision à la hausse du RNB : +5,8 Mds€ contre +8,2 Mds€ pour le PIB.

Au total, le besoin de financement de la nation s'élève à 30,8Md€ (contre 28,9 Mds€ au compte semi définitif).

Principales révisions intervenues sur le compte semi-définitif 2006 par rapport au compte provisoire 2006

3 Principales révisions sur l'équilibre emplois-ressources de 2006

Dans le compte 2006 semi-définitif, le PIB augmente de 2,2 % en volume, soit une hausse supérieure à celle estimée dans le compte provisoire (+2,0 %) et une légère accélération par rapport au compte 2005 définitif (+1,9%). La révision en valeur est un peu plus forte : le PIB augmente de 4,7 %, contre +4,3 % estimé lors de la précédente campagne. Ces données ne corrigent pas du nombre de jours ouvrés : l'effet CJO remonte la croissance de 2006 de l'ordre de 0,2 point.

La contribution de la consommation à la croissance en volume du PIB est de +1,6 point, supérieure de 0,1 point à celle du compte provisoire. La contribution de la FBCF est également revue à la hausse (de +0,7 à +0,9 point), en raison notamment d'une révision de l'investissement en logement des ménages. En revanche, la contribution des variations des stocks passe de +0,2 point dans le compte provisoire à -0,1 point dans ce compte semi-définitif, si bien que la contribution de la demande intérieure est inchangée d'un compte à l'autre. La contribution du solde extérieur est ramenée de -0,4 point au compte provisoire à -0,2 point dans ce compte, faisant suite à -0,7 point en 2005.

Tableau 3a : fiche de PIB en volume, révisions des comptes pour 2006

Comptes	2005		2006		Révision points
	Définitif		Provisoire	Semi-définitif	
	valeurs, Md€	%	%	%	
PIB	1 726,1	1,9	2,0	2,2	0,2
Importations	464,6	5,9	6,8	6,1	-0,7
Dépenses de consommation	1 390,1	2,2	1,8	2,0	0,2
dont ménages	958,7	2,6	2,1	2,3	0,2
dont APU	408,6	1,2	1,4	1,3	-0,1
FBCF	344,4	4,4	3,7	4,8	1,0
dont ENF	178,4	3,7	4,1	4,9	0,8
dont ménages	94,0	5,9	4,5	7,1	2,6
dont instituts financiers	9,3	-3,2	5,4	24,2	18,8
dont APU	57,0	6,9	1,2	-2,3	-3,5
Exportations	449,8	3,1	5,5	5,4	-0,1
Contributions :					
Consommation	1 390,1	1,8	1,5	1,6	0,1
FBCF	344,4	0,8	0,7	0,9	0,2
Variations de stocks	6,5	0,0	0,2	-0,1	-0,3
Solde extérieur	- 14,9	-0,7	-0,4	-0,2	0,2

Tableau 3b : fiche de PIB en valeur, révisions des comptes pour 2006

Comptes	2005		2006		Révision points
	Définitif		Provisoire	Semi-définitif	
	valeurs, Md€	%	%	%	
PIB	1 726,1	4,0	4,3	4,7	0,4
Importations	464,6	9,3	9,5	9,2	-0,3
Dépenses de consommation	1 390,1	4,2	3,9	4,2	0,3
dont ménages	958,7	4,5	4,0	4,5	0,5
dont APU	408,6	3,8	3,8	3,4	-0,4
FBCF	344,4	7,5	7,6	9,2	1,6
dont ENF	178,4	6,1	6,8	8,0	1,2
dont ménages	94,0	10,1	10,5	14,0	3,5
dont instituts financiers	9,3	0,1	6,8	27,8	21,0
dont APU	57,0	10,4	5,7	2,2	-3,5
Exportations	449,8	5,4	7,6	7,7	0,2
Contributions :					
Consommation	1 390,1	3,4	3,2	3,4	0,2
FBCF	344,4	1,4	1,5	1,8	0,3
Variations de stocks	6,5	0,1	0,2	0,0	-0,3
Solde extérieur	- 14,9	-1,0	-0,6	-0,5	0,1

3.1. La consommation des ménages est révisée à la hausse

La croissance de la dépense de consommation des ménages a été révisée de +0,5 point en valeur (+5,1Mds€) et de 0,2 point en volume par rapport au compte provisoire.

En valeur, la révision du dynamisme des dépenses des ménages (+5,1 Mds€) résulte :

- pour 2,3 Mds€ de la révision de la consommation de SIFIM ;
- pour 1,4 Md€ de la révision de consommation de services d'assurance ;
- pour 0,8 Md€ de la révision sur le champ des dépenses de produits commercialisés compte tenu des données de commerce de détail du SIE ;
- pour 0,6 Md€ de la révision des dépenses en services administrés restés à la charge des ménages, en raison de révision des données de la comptabilité publique.

La révision en valeur de la consommation finale de SIFIM contribue pour 0,2 point à la révision totale et s'explique par un effet prix. Hormis cet effet SIFIM, les déflateurs de consommation par produit sont traditionnellement quasi-inchangés entre le compte provisoire et le compte semi-définitif, car ils sont assis pour la plupart sur les indices de prix à la consommation (IPC, déjà disponibles l'an passé à un niveau fin et jamais révisés). Pour cette raison, la révision hors SIFIM de +0,2 point sur les dépenses de consommation en valeur se traduit à due concurrence, poste par poste, sur les dépenses en volume.

Parmi les postes révisés en hausse figurent les biens manufacturés (contribution de +0,2 point, dont +0,1 point pour les biens de consommation et les biens intermédiaires), l'énergie (+0,1 point), ainsi que les dépenses des ménages en services d'éducation, de santé et d'action sociale (+0,1 point). A l'inverse, le dynamisme de la consommation en biens agroalimentaires, en services aux entreprises et en services aux particuliers est revu à la baisse.

La consommation de services principalement marchands demeure le principal facteur de dynamisme de la consommation en 2006.

Tableau 3.1 : révisions des dépenses de consommation des ménages par produits

Consommation des ménages : révisions des évolutions en 2006, en niveau et en %, selon les produits

	2005	2006 : évolution en volume				2006 : évolution en valeur				Contribution à la révision SD- provisoire			
		Définitif	Provisoire		Semi-définitif		Provisoire		Semi-définitif		volume	valeur	prix
			Md€	Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€			
Agriculture	29,4	0,0	-0,1	0,0	-0,2	1,1	3,7	1,1	3,6	0,0	0,0	0,0	
IAA	142,5	1,9	1,4	1,3	0,9	3,5	2,5	2,9	2,0	-0,1	-0,1	0,0	
Industrie manufacturière	240,9	5,5	2,3	7,1	2,9	4,5	1,9	6,1	2,5	0,2	0,2	0,0	
- biens de consommation	131,6	3,9	3,0	4,8	3,6	3,0	2,3	3,8	2,9	0,1	0,1	0,0	
- automobile	56,2	-0,6	-1,1	-0,7	-1,3	0,3	0,5	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	
- biens d'équipement	16,0	2,1	13,2	2,3	14,6	0,7	4,7	1,0	6,0	0,0	0,0	0,0	
- biens intermédiaires	37,0	0,2	0,4	0,7	1,9	0,5	1,4	1,0	2,8	0,1	0,1	0,0	
Energie	72,2	-0,9	-1,2	-0,3	-0,4	3,1	4,3	3,8	5,3	0,1	0,1	0,0	
Construction	9,7	0,4	4,0	0,4	4,0	0,8	8,3	0,8	8,2	0,0	0,0	0,0	
Commerce	19,8	0,0	-0,2	-0,1	-0,3	0,7	3,7	0,7	3,7	0,0	0,0	0,0	
Transport	27,1	1,1	4,0	1,1	4,1	1,6	5,8	1,6	5,9	0,0	0,0	0,0	
Activités financières	47,2	1,5	3,1	2,4	5,0	2,8	6,0	6,5	13,9	0,1	0,4	0,3	
- dont SIFIM	9,3	0,3	2,8	0,0	0,3	0,7	7,4	3,0	31,8	0,0	0,2	0,3	
Activités immobilières	175,3	5,6	3,2	5,6	3,2	12,1	6,9	12,1	6,9	0,0	0,0	0,0	
Services aux entreprises	47,4	2,8	6,0	2,6	5,4	2,0	4,3	1,5	3,2	0,0	-0,1	0,0	
Services aux particuliers	111,8	1,5	1,4	1,1	1,0	4,1	3,7	3,7	3,4	0,0	0,0	0,0	
Education, santé, action sociale	43,982	1,5	3,3	2,1	4,8	3,1	7,2	3,7	8,4	0,1	0,1	0,0	
Administration	0,4	0,0	-4,2	0,0	-0,5	0,0	-2,5	0,0	1,2	0,0	0,0	0,0	
Consommation hors du territoire	-8,9	-1,0	11,7	-1,0	11,4	-1,2	13,8	-1,2	13,8	0,0	0,0	0,0	
Total	958,7	19,8	2,1	22,2	2,3	38,3	4,0	43,4	4,5	0,2	0,5	0,3	

Par ailleurs, les dépenses des administrations publiques sont révisées en valeur de -1,4 Md€, la croissance passant de +3,8% en compte provisoire à +3,4 % au compte semi-définitif. La croissance des dépenses individualisables (santé, éducation) est peu révisée : de -0,1 point en valeur, mais de +0,1 point en volume. Le dynamisme des dépenses collectives est révisé

de -1,3 Md€ à la baisse, soit -0,9 point, réparti quasiment à part égales entre volumes et prix (-0,4 point chacun).

3.2. L'investissement est également révisé à la hausse

Globalement, la croissance de la FBCF est revue en hausse de 5,9 Mds€ en valeur (de +7,6 % à +9,2 %) et de 3,7 Mds€ en volume (de +3,7% à +4,8 %). Ces révisions s'ajoutent à la révision des niveaux dans le compte 2005 définitif de +3,7 Mds€.

Le dynamisme de l'investissement des ménages est revu à la hausse (+2,5 Mds€ en volume et +3,3 Mds€ en valeur) et contribue pour 1,0 point à la révision totale de la FBCF en valeur (sur 1,6 point). La prise en compte des indicateurs sur les logements neufs et les nécessités d'équilibrage entre ressources et emplois des produits concernés (logement neuf ou frais liés aux acquisitions dans le neuf ou l'ancien) ont conduit à réviser de 3,5 points la croissance totale de leurs investissements en valeur à +14,0 % et de 2,6 points en volume à +7,1 %. Les ménages restent ainsi les principaux contributeurs au dynamisme important des dépenses totales en produits liés à l'immobilier.

Les dépenses des institutions financières sont revues en forte hausse (progression revue de +2,0 Mds€ en valeur), conduisant à décrire une progression spectaculaire de +28 % par rapport à 2005. Ces informations (en provenance de la Banque de France) reflèteraient une très nette progression des dépenses dans l'immobilier (passant également par l'achat d'immeubles anciens à d'autres secteurs institutionnels) ainsi que des dépenses exceptionnelles imputables aux dépenses nécessaires à la mise en place des accords dits « Bâle II » (logiciels notamment).

Les dépenses d'investissements des APU sont en revanche révisées en baisse (-2,0 Md€ en volume et en valeur). Le bâtiment contribue pour l'essentiel à cette révision (-3,0 points sur une révision de -3,5 points). Croissant légèrement en valeur, les dépenses des APU reculent en volume dans ce compte semi-définitif. Ce phénomène s'explique en partie par un désinvestissement en bâtiments publics (vente à d'autres secteurs institutionnels) qui a atteint 0,8 Md€ en 2006.

Compte tenu des nécessités liées aux équilibres ressources-emploi à un niveau fin ainsi que des informations apportées sur les immobilisations des entreprises présentes dans le SIE semi-définitif, la croissance de la FBCF des ENF est révisée à la hausse, de +1,6 Md€ en volume et de +2,4 Mds€ en valeur ; elle atteint +4,9 % en volume et +8,0 % en valeur.

Tableau 3.2.1 : principales révisions de la FBCF par secteur institutionnel

FBCF : révisions des évolutions en 2006, en niveau et en %, selon les secteurs institutionnels

	2005	2006 : évolution en volume				2006 : évolution en valeur				Contribution à la révision SD-provisoire		
		Définitif	Provisoire		Semi-définitif		Provisoire		Semi-définitif		volume	valeur
	Md€	Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€	%	%		
Entreprises non financières	178,4	7,1	4,1	8,7	4,9	11,9	6,8	14,3	8,0	0,4	0,6	0,2
Ménages	94,0	4,2	4,5	6,6	7,1	9,8	10,5	13,1	14,0	0,7	1,0	0,2
Administrations publiques	57,0	0,7	1,2	-1,3	-2,3	3,2	5,7	1,2	2,2	-0,6	-0,6	0,0
Autres secteurs (IF notamment)	15,0	0,7	4,9	2,4	16,0	0,8	5,2	2,9	19,7	0,5	0,6	0,1
Total	344,4	12,7	3,7	16,4	4,8	25,8	7,6	31,7	9,2	1,0	1,6	0,6

Par produit, pour l'ensemble des secteurs institutionnels, la révision en volume de +1,0 point s'explique exclusivement par les dépenses liées à l'immobilier : dépenses de construction elles mêmes (contribution de +0,4 point), mais aussi dépenses en activités immobilières (0,4 point) et en services aux entreprises (+0,5 point), ces deux derniers postes comprenant les frais liés aux achats dans l'ancien (frais d'agence, frais de notaires). En revanche, la révision à la hausse des investissements en produits manufacturés, de 0,6 point en valeur, est plus que neutralisée en volume du fait d'une modification du partage volume-prix.

Tableau 3.2.2 : principales révisions de la FBCF par produit

FBCF tous SI: révisions des évolutions en 2006, en niveau et en %, selon les produits

	2005	2006 : évolution en volume				2006 : évolution en valeur				Contribution à la révision SD-provisoire			
		Définitif	Provisoire		Semi-définitif		Provisoire		Semi-définitif		volume	valeur	prix
			Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€	%			
Agriculture	1,4	0,1	4,7	0,0	3,0	0,1	9,5	0,1	7,3	0,0	0,0	0,0	
Industrie manufacturière	94,7	2,3	2,5	2,2	2,3	1,4	1,5	3,5	3,7	-0,1	0,6	0,7	
- biens de consommation	6,1	0,1	1,8	0,4	6,2	0,1	1,0	0,3	5,6	0,1	0,1	0,0	
- automobile	22,3	0,5	2,0	0,7	2,9	0,5	2,4	1,6	7,1	0,1	0,3	0,2	
- biens d'équipement	60,7	1,8	3,1	1,1	1,9	0,6	1,0	1,4	2,2	-0,2	0,2	0,4	
- biens intermédiaires	5,6	0,0	-0,7	0,0	0,3	0,2	2,9	0,2	3,6	0,0	0,0	0,0	
Construction	167,0	7,2	4,3	8,7	5,2	18,1	10,8	19,4	11,6	0,4	0,4	0,0	
Activités immobilières	21,5	0,3	1,4	1,6	7,3	0,7	3,7	2,9	13,7	0,4	0,6	0,3	
Services aux entreprises	56,8	2,8	4,9	4,4	7,7	5,3	9,6	6,1	10,8	0,5	0,2	-0,3	
Services aux particuliers	3,1	0,1	2,2	-0,5	-16,7	0,1	4,4	-0,4	-13,9	-0,2	-0,2	0,0	
Total	344,4	12,7	3,7	16,4	4,8	25,8	7,6	31,7	9,2	1,0	1,6	0,6	

3.3. Les variations de stocks pèsent légèrement sur la croissance du PIB en volume

Après une contribution positive en 2004 et neutre en 2005, la variation des stocks contribuait de nouveau positivement à la croissance dans le compte provisoire 2006, quoique faiblement (+0,2 point en volume et +0,3 point en valeur). Dans le compte semi-définitif 2006, les variations de stocks en volume et en valeur sont revues en baisse, de 5,8 Mds€ au total (hors agriculture). Au final, la contribution des variations de stocks à la croissance en volume du PIB devient faiblement négative, de -0,1 point en 2006 (révision de -0,3 point).

Cette révision par rapport au compte provisoire trouve pour partie sa justification de l'information apportée par le SIE semi-définitif sur les stocks, dont l'exploitation constitue une toute première estimation directe de cette variable (dans le compte provisoire, les variations de stocks sont pour l'essentiel déduites par solde comptable entre les autres éléments de l'offre et de la demande). Même si cette version semi-définitive du SIE ne fournit qu'un première cible, susceptible de révisions lors du compte définitif, elle a été considérée comme un point d'ancrage, vers lequel rapprocher le compte semi-définitif (sans qu'il y ait à proprement parler calage). Les révisions enregistrées s'expliquent également par les nécessités de l'équilibrage entre ressources et emplois sur certains produits industriels.

Tableau 3.3 : principales révisions des variations de stocks par produits

Variations des stocks : révisions des évolutions en 2006, en niveau et en %, selon les produits

	2005		2006 : évolution en volume				2006 : évolution en valeur				Contribution à la révision SD-provisoire		
	SD	Définitif	Provisoire		Semi-définitif		Provisoire		Semi-définitif		volume	valeur	prix
			Md€	variation	Md€	variation	Md€	variation	Md€	variation			
Agriculture	1,4	1,4	1,3	-0,1	1,7	0,3	1,9	0,5	2,9	1,5	0,4	1,1	0,6
IAA	1,2	0,9	-0,7	-1,9	-0,4	-1,3	-0,1	-1,3	-0,3	-1,1	0,6	0,2	-0,4
Industrie manufacturière	4,0	3,7	8,4	4,4	1,9	-1,7	8,0	4,0	2,3	-1,4	-6,1	-5,4	0,7
- biens de consommation	1,6	1,0	2,9	1,3	0,1	-0,9	2,8	1,2	0,1	-0,9	-2,2	-2,1	0,1
- automobile	0,6	0,9	-2,5	-3,2	-0,1	-1,0	-2,6	-3,2	-0,1	-1,0	2,2	2,2	0,1
- biens d'équipement	1,4	1,4	3,7	2,3	1,9	0,5	2,5	1,1	2,1	0,6	-1,8	-0,5	1,3
- biens intermédiaires	0,4	0,4	4,4	3,9	0,0	-0,3	5,4	4,9	0,2	-0,2	-4,3	-5,1	-0,8
Energie	0,4	-0,4	1,5	1,0	-0,2	0,2	1,4	1,0	-0,2	0,2	-0,9	-0,8	0,1
Construction	-1,0	-0,5	-1,0	0,0	0,0	0,5	-1,0	0,1	0,0	0,5	0,5	0,5	0,0
Services aux entreprises	0,1	0,6	0,1	0,0	0,5	-0,1	0,1	0,0	0,5	-0,1	-0,1	-0,1	0,0
Total	6,1	5,6	9,2	3,2	3,3	-2,3	10,3	4,2	5,1	-0,5	-5,4	-4,7	0,7
Contributions à l'évolution du PIB				0,2%		-0,1%		0,3%		0,0%	-0,3%	-0,3%	0,0%
Total hors agriculture	4,7	4,1	8,0	3,3	1,6	-2,5	8,4	3,8	2,1	-2,0	-5,8	-5,8	0,1
Contributions à l'évolution du PIB				0,2%		-0,1%		0,2%		-0,1%	-0,3%	-0,3%	0,0%

Les variations de stocks dans ce compte semi-définitif 2006 atteignent 5,1 Mds€ en valeur, un niveau inférieur de 0,5 Md€ à celui du compte définitif 2005 (+5,6 Md€).

En comparant la séquence « 2005 définitif à 2006 semi-définitif » à la séquence de l'an passé « 2005 semi-définitif à 2006 provisoire », l'évolution des variations de stocks a été abaissée de 4,7 Mds€. Les produits manufacturés (-5,4 Mds€), notamment les biens

intermédiaires, expliquent l'essentiel de cette révision à la baisse. La plus grosse révision porte sur les biens liés à la métallurgie et autre transformation de métaux (-4,0 Mds€) ; elle est imputable à la prise en compte de l'information apportée par le SIE dans sa version semi-définitive. Les produits agricoles atténuent la révision à la baisse d'ensemble. En volume, les révisions des variations de stocks sont très comparables à celles sur les valeurs.

3.4. La contribution du commerce extérieur à la croissance est révisée en hausse, sous l'effet d'une révision à la baisse des importations

Le dynamisme des exportations est pratiquement inchangé. La croissance des exportations en 2006 a globalement été révisée de +0,2 point (0,9 Md€) en valeur, et de -0,1 point en volume (-0,2 Md€).

En valeur, l'essentiel de la révision résulte de modifications intervenues sur l'estimation du SIFIM, qui contribue pour 0,2 point. La révision correspondante sur les volumes est en revanche quasi-neutre.

Les données des douanes ont par ailleurs conduit à une légère révision à la baisse des exportations de biens agroalimentaires, manufacturés et énergétiques, chacun de ces postes contribuant pour -0,1 point à l'évolution totale en valeur. A l'inverse, les données de la balance des paiements conduisent à réviser à la hausse les exportations de services aux entreprises, contribuant pour +0,2 point à l'évolution totale en valeur.

Concernant le partage volume-prix, la hausse des prix des exportations de biens manufacturés est revue de +0,5 point, ce qui induit un amoindrissement de la progression en volume (contribution revue de -0,4 point), alors que la progression des prix de l'énergie est atténuée (+13% au lieu de +22% au provisoire), ce qui révisé les volumes exportés à la hausse (contribution de +0,2 point). La révision en hausse des exportations de services aux entreprises en valeur se traduit par une révision équivalente des volumes.

Tableau 3.4.1 : principales révisions des exportations

Exportations : révisions des évolutions en 2006, en niveau et en %, selon les produits

	2005		2006 : évolution en volume				2006 : évolution en valeur				Contribution à la révision SD- provisoire		
	Définitif	Provisoire		Semi-définitif		Provisoire		Semi-définitif		volume	valeur	prix	
		Md€	Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€				%
Agriculture	10,4	-0,2	-1,8	-0,2	-1,6	0,4	3,7	0,4	3,6	0,0	0,0	0,0	
IAA	30,5	2,2	7,3	2,0	6,5	2,6	8,7	2,4	7,9	-0,1	-0,1	0,0	
Industrie manufacturière	299,3	23,0	7,7	21,1	7,0	27,2	9,1	26,8	8,9	-0,4	-0,1	0,3	
- biens de consommation	55,0	4,4	8,1	4,0	7,3	3,8	7,0	3,8	6,9	-0,1	0,0	0,1	
- automobile	52,2	-0,4	-0,9	-0,8	-1,5	-0,8	-1,6	-1,1	-2,2	-0,1	-0,1	0,0	
- biens d'équipement	84,3	12,0	14,3	10,7	12,7	12,2	14,5	11,9	14,1	-0,3	-0,1	0,2	
- biens intermédiaires	107,8	7,0	6,5	7,1	6,6	12,0	11,2	12,2	11,3	0,0	0,0	0,0	
Energie	17,2	-1,0	-6,0	0,0	0,0	2,5	14,4	2,2	12,7	0,2	-0,1	-0,3	
Commerce	3,4	-0,3	-8,1	0,3	8,0	-0,2	-7,0	0,3	8,7	0,1	0,1	0,0	
Transport	18,4	0,2	1,3	-0,4	-2,3	0,5	2,8	0,3	1,6	-0,1	0,0	0,1	
Activités financières	6,4	0,5	9,1	0,8	11,9	-0,2	-3,9	0,4	6,9	0,0	0,2	0,1	
- dont SIFIM	4,0	0,6	18,0	0,8	20,4	-0,1	-1,7	0,6	15,5	0,0	0,2	0,1	
Services aux entreprises	27,5	-0,6	-2,1	0,3	1,2	-0,2	-0,8	0,7	2,6	0,2	0,2	0,0	
Services aux particuliers	2,1	-0,2	-9,8	-0,2	-10,6	-0,2	-7,6	-0,2	-8,3	0,0	0,0	0,0	
Education, santé, action sociale	0,6	0,0	-0,1	-0,1	-12,1	0,0	0,0	-0,1	-9,6	0,0	0,0	0,0	
Consommation hors du territoire	34,0	0,9	2,6	0,8	2,3	1,5	4,5	1,5	4,5	0,0	0,0	0,0	
Total	449,8	24,5	5,5	24,3	5,4	33,9	7,6	34,8	7,7	-0,1	0,2	0,2	

La révision du dynamisme des importations est de -1,4 Md€ sur les variations en valeur (-0,3 point) et de -3,0 Mds€ sur les volumes (-0,7 point).

Tableau 3.4.2 : principales révisions des importations

Importations : révisions des évolutions en 2006, en niveau et en %, selon les produits

	2005	2006 : évolution en volume				2006 : évolution en valeur				Contribution à la révision SD- provisoire			
		Définitif	Provisoire		Semi-définitif		Provisoire		Semi-définitif		volume	valeur	prix
			Md€	Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€			
Agriculture	8,9	0,2	1,8	0,4	4,2	0,3	2,8	0,2	2,2	0,0	0,0	-0,1	
IAA	24,2	0,8	3,5	0,8	3,1	1,7	7,2	1,5	6,2	0,0	0,0	0,0	
Industrie manufacturière	303,0	30,5	10,1	24,9	8,2	28,3	9,4	25,9	8,5	-1,2	-0,5	0,7	
- biens de consommation	63,8	6,7	10,6	6,2	9,7	4,1	6,4	3,6	5,6	-0,1	-0,1	0,0	
- automobile	43,4	2,3	5,2	1,5	3,5	2,5	5,7	2,0	4,6	-0,2	-0,1	0,1	
- biens d'équipement	80,1	11,3	14,2	10,0	12,5	9,0	11,2	8,5	10,7	-0,3	-0,1	0,2	
- biens intermédiaires	115,7	10,2	8,9	7,1	6,1	12,8	11,1	11,7	10,1	-0,7	-0,2	0,4	
Energie	54,6	-0,2	-0,5	-0,8	-1,5	11,0	20,1	10,4	19,0	-0,1	-0,1	0,0	
Commerce	4,5	0,0	-0,6	0,1	1,2	0,1	2,2	0,1	1,9	0,0	0,0	0,0	
Transport	24,4	0,6	2,5	0,3	1,2	1,3	5,6	1,5	6,2	-0,1	0,0	0,1	
Activités financières	4,1	0,6	14,1	1,1	25,5	1,3	31,2	1,3	32,5	0,1	0,0	-0,1	
- dont SIFIM	0,3	0,0	2,1	0,2	52,2	0,0	9,6	0,1	32,4	0,0	0,0	0,0	
Services aux entreprises	25,1	0,8	3,3	2,2	8,7	1,2	4,8	2,9	11,5	0,3	0,4	0,1	
Services aux particuliers	2,3	-0,2	-8,1	-0,3	-11,4	-0,1	-5,8	-0,2	-9,1	0,0	0,0	0,0	
Education, santé, action sociale	0,3	0,0	0,2	0,0	-1,6	0,0	0,0	0,0	1,2	0,0	0,0	0,0	
Correction territoriale	25,1	-0,2	-0,7	-0,2	-1,0	0,3	1,2	0,3	1,2	0,0	0,0	0,0	
Correction CAF-FAB	-11,7	-1,4	12,1	0,2	-1,8	-1,3	11,4	-1,2	10,0	0,4	0,0	-0,3	
Total	464,6	31,5	6,8	28,4	6,1	44,0	9,5	42,7	9,2	-0,7	-0,3	0,4	

C'est la prise en compte des nouveaux chiffres douaniers qui explique l'atténuation du dynamisme des importations (contribution de -0,5 point en valeur et -1,2 point en volume). Les révisions les plus fortes concernent les biens intermédiaires : alors qu'ils pèsent en niveau pour environ 1/3 dans l'agrégat, ils contribuent pour environ la moitié à ces révisions.

Avec les nouveaux chiffres de la balance des paiements, les services aux entreprises contribuent significativement à la révision de la croissance des importations, pour +0,3 point en volume et +0,4 point en valeur. En revanche le partage volume-prix de la correction CAF-FAB est révisé, les prix étant maintenant plus en ligne avec ceux des importations de services de transport qui leur correspondent.

Au total, en valeur, les exportations sont revues de 3,4 Mds€ en 2006, dont 2,5 Mds€ de révision en 2005 et 0,9 Md€ en dynamisme ; les importations sont revues de 0,4 Md€ (+1,7 Md€ en 2005, -1,4 Md€ de dynamisme en 2006). Le solde de la balance des biens et services est donc réhaussé de 3,0 Mds€ mais reste toutefois très déficitaire (-22,8 Mds€). La dégradation du solde en 2006 s'explique principalement par l'aggravation de la facture énergétique.

4 Principales révisions sur les comptes de secteurs institutionnels de 2006

4.1 L'accélération de la valeur ajoutée est légèrement atténuée par rapport au compte provisoire

L'évolution de la valeur ajoutée (VA) en 2006 est revue à la hausse de 0,4 point (+6,5Mds€), après une révision de +0,6 point sur 2005. La progression de la VA s'établit à +4,3% dans le compte semi-définitif contre +3,9% dans le compte provisoire. Ce sont les sociétés financières et non financières qui contribuent à cette révision.

Les sociétés non financières enregistrent une croissance de la VA de +4,2% contre 3,7% au provisoire (révision de +5,3Mds€). A l'inverse, la VA des entreprises individuelles (EI) est revue à la baisse : 2,0% dans le compte semi-définitif contre 3,3% dans l'estimation du compte provisoire (révision de -1,9Md€). Ces révisions résultent de la première exploitation des comptes des entreprises (SIE semi-définitif).

Tableau 4.1 : révision de la valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels (en valeur)

	2006SD	évolutions en %				révision en %	révision Mds€	
	Mds €	2005SD	2005D	2006P	2006SD		2005D	2006SD
Sociétés non financières	910,9	2,8	4,0	3,7	4,2	0,6	10,0	15,3
Sociétés financières	79,0	4,0	3,6	2,6	6,5	3,9	-0,3	2,6
Administrations publiques	284,7	3,5	3,6	3,2	3,1	-0,1	0,4	0,0
Ménages	321,6	4,4	3,7	5,7	5,3	-0,4	-2,1	-3,5
dont EI	135,0	2,0	0,3	3,3	2,0	-1,4	-2,3	-4,2
Institutions sans but lucratif au service des ménages	18,5	2,2	2,6	2,4	3,4	1,0	0,1	0,3
Total des secteurs institutionnels	1 614,7	3,3	3,9	3,9	4,3	0,4	8,2	14,7

La croissance de valeur ajoutée des sociétés financières est également revue en hausse (+2,9Mds€), principalement en raison d'une nouvelle estimation de la production des banques (notamment la production de services d'intermédiation financière indirectement mesurés -SIFIM-, voir infra).

La VA des ménages purs -ie hors EI- (correspondant pour l'essentiel à l'activité de service de logement imputée aux ménages propriétaires) est révisée à la hausse en 2006 sous l'effet d'une révision à la baisse de la consommation intermédiaire de SIFIM sur crédits immobiliers. En ajoutant les EI, l'évolution de la VA des ménages est révisée à la baisse de -0,4 point (soit -1,4Md€).

Enfin, la valeur ajoutée des APU est très légèrement revue à la baisse de 0,1 point (-0,4Md€) et s'établit à +3,1%.

4.2 La baisse de l'épargne des SNF est atténuée

La croissance de la VA des SNF est révisée en hausse de 0,5 point pour atteindre +4,2%, après la révision de 1,2 point en 2005. Le partage de cette révision entre masse salariale et EBE a été effectué de façon à conserver le mouvement de légère hausse du taux de marge tel qu'on l'observe sur le SIE semi-définitif (construit sur une population d'entreprises cylindrée). La progression de la masse salariale est ainsi revue de +0,6 point après +0,5 point en 2005.

Le dynamisme des impôts sur le revenu versé par les sociétés (essentiellement l'IS) est un peu atténué dans le compte semi-définitif. Cette révision provient d'une part de l'utilisation des comptes des entreprises (SNF, SF) pour ventiler l'IS perçu par les APU et d'autre part de la révision intervenue sur l'estimation des impôts dus mais non recouverts (ceux-ci ont été révisés en baisse, ce qui conduit à abaisser également l'estimation des impôts émis).

Tableau 4.2.1 : comptes des sociétés non financières

	2006SD	évolutions en %				révision en %	révision Mds€	
	Mds €	2005SD	2005D	2006P	2006SD		2005D	2006SD
Valeur ajoutée	910,9	2,8	4,0	3,7	4,2	0,6	10,0	15,3
Rémunération des salariés	595,5	3,2	3,7	4,1	4,7	0,6	2,8	6,6
dont Salaires et traitements bruts	446,8	3,3	4,1	4,3	4,5	0,2	3,1	4,0
Excédent brut d'exploitation	283,0	1,2	3,9	4,8	5,3	0,5	6,8	8,5
Intérêts, dividendes et autres revenus de la propriété versés	2924	8,9	11,6	11,4	11,3	-0,1	6,4	7,0
Intérêts, dividendes et autres revenus de la propriété reçus	198,5	9,7	12,7	10,1	16,3	6,2	4,6	15,7
Impôts sur le revenu	41,5	13,5	15,7	33,6	27,8	-5,8	0,6	-1,1
Épargne des SNF	121,5	-5,0	-2,7	-10,4	1,1	11,5	2,9	16,4
Formation brute de capital fixe des SNF	180,7	4,4	6,6	7,2	8,5	1,3	3,4	5,8

Rappelons que la suppression de l'avoir fiscal induit une hausse artificielle de la pression fiscale pesant sur les entreprises (voir encadré). L'augmentation apparente de 27,8% en 2006 des impôts sur le revenu et le patrimoine des SNF est due à hauteur de 18,2 points à la suppression de l'avoir fiscal. Hors ce changement, les impôts auraient progressé de 11,6 %.

Mécanisme de l'avoir fiscal

A compter de 2005, la distribution de dividende n'ouvre plus droit à avoir fiscal ; un nouveau mécanisme d'abattement est mis en place. Jusqu'à présent, dans les comptes nationaux, l'avoir fiscal donnait lieu à un retraitement spécial : on diminuait l'impôt payé par le verseur de dividendes et on augmentait à due concurrence les dividendes versés ; en contrepartie, on augmentait les impôts payés par le receveur de dividendes. Ce retraitement était neutre sur l'épargne brute des différents agents.

La disparition de l'avoir fiscal conduit, toutes choses égales par ailleurs, à ne plus diminuer les impôts sur le revenu des entreprises verseuses de dividendes et à ne plus augmenter les dividendes qu'elles versent.

Toutefois, la répercussion au fil du temps de la disparition de l'avoir fiscal n'est pas homogène selon les secteurs. En effet, du fait que l'IS porte sur le revenu de l'année courante tandis que l'IR porte sur le revenu de l'année précédente, on a considéré que les dividendes versés entre entreprises ne donnaient dès lors plus lieu à utilisation d'avoir fiscal dès 2005. En revanche, les ménages continué en 2005 à bénéficier de l'avoir fiscal au titre des dividendes qui leur ont été versés en 2004. En comptabilité nationale, on obtient ainsi un effet de la suppression de l'avoir fiscal sur les dividendes versés en deux temps : réduction en 2005 avec la suppression de l'avoir fiscal sur les dividendes versés aux entreprises ; réduction en 2006 avec la suppression de l'avoir fiscal sur les dividendes versés aux ménages.

Le solde net des revenus de la propriété (versés moins reçus) est fortement revu à la baisse (-8,6 Mds€ en 2006, après +1,8 Mds€ en 2005). Hors correction SIFIM, la révision de ce solde est un peu plus marqué : -9,0 Mds€ en 2006 après +1,9 Mds€ en 2005 ; soit une contribution de +10,9 Mds€ à la révision de l'évolution de l'épargne brute des sociétés. La correction du solde des revenus de la propriété hors correction SIFIM résulte d'une part de l'exploitation des données du SIE et d'autre part des données issues des comptabilités des sociétés financières.

Rappelons par ailleurs que l'évolution des dividendes versés en 2006 par les SNF est impactée à la baisse par la disparition de l'avoir fiscal distribué aux ménages (dividendes versés 2006 sur les bénéfices de 2005, voir encadré) ; hors effet de la suppression de l'avoir fiscal, les revenus de la propriété (intérêts, dividendes et autres) versés progressent plus rapidement qu'affiché (+13,3% au lieu de +11,3%).

La révision du solde des revenus de la propriété vient s'ajouter à celle de l'EBE, si bien qu'au total l'épargne des SNF est revue dans un sens favorable : elle s'inscrit désormais en légère hausse (+1,1 %), alors que le compte provisoire la décrivait en fort recul (-10,4%).

Tableau 4.2.2 : principaux ratios du compte des sociétés non financières

	Niveaux					révision des niveaux	
	2004D	2005SD	2005D	2006P	2006SD	2005D	2006SD
Capacité de financement des SNF en milliards	-24,7	-49,4	-49,4	-73,4	-57,0	-0,0	16,4
Taux de marge des SNF en pourcentage : EBE / VA	30,8	30,3	30,8	30,7	31,1	0,4	0,4
Taux d'investissement des SNF en pourcentage : FBCF / VA	18,6	18,9	19,1	19,5	19,8	0,2	0,3
Taux d'autofinancement des SNF en % : RDB / FBCF	79,1	72,0	72,2	60,1	67,3	0,3	7,1

Compte tenu d'une révision à la hausse de l'investissement des SNF (de 1,3 point) un peu supérieure à celle de la valeur ajoutée (0,6 point), la hausse du taux d'investissement en 2006 (19,8% après 19,1%) est un peu plus accentuée qu'estimé lors de la campagne précédente.

L'épargne ayant été revue à la hausse dans une proportion bien plus importante que la FBCF, le taux d'autofinancement des SNF est fortement revu à la hausse en 2006 (+7,1 points). Toutefois, le taux d'autofinancement est toujours orienté à la baisse depuis 2004, même si l'accroissement de cette baisse en 2006 est désormais gommée.

4.3 Nette révision à la baisse du résultat des sociétés financières

La révision des comptes des sociétés financières provient :

- de l'intégration des résultats de l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles (ACAM) relatifs aux sociétés d'assurance (vie, non vie et réassurance) ;
- d'une nouvelle estimation des institutions de prévoyance à partir du rapport de Centre Technique des IP ;
- de la mise à disposition par la Banque de France de comptes sur l'année complète des institutions financières ;
- de l'utilisation du SIE semi-définitif pour les auxiliaires financiers.

La progression de la valeur ajoutée des SF est revue à la hausse en 2006 de +2,9 Md€(de +2,6% à +6,5%). Tous les sous-secteurs sont révisés à la hausse :

- +1,6 Md€ pour les institutions financières, principalement du fait de la révision de la production des SIFIM (+1,3 Md€ sur la variation entre 2005 et 2006). La VA des institutions financières accélère, progressant désormais de +5,3% en 2006 (+1,7% selon le compte provisoire) après +2,5% en 2005 et +0% en 2004.
- +0,6 Md€ pour les auxiliaires financiers. Aucune information directe n'était disponible lors de l'élaboration du compte provisoire de ces sociétés. La première exploitation du SIE confirme le dynamisme de cette activité sur les dernières années, une révision à la hausse ayant également été intégrée au compte définitif 2005.
- +0,6 Md€ pour les sociétés d'assurance, concentré sur l'assurance-vie. L'assurance-vie a été marquée en 2006 par un transfert massif d'épargne en provenance des PEL de plus de 12 ans, dont la fiscalité est devenue moins favorable. Lors du compte provisoire, les flux de cotisations nouvelles ont été correctement estimés, mais les montants des provisions techniques ont été surestimés. Cette surestimation s'explique par la forte progression de la part des contrats en « unités de compte (UC) » dans les contrats nouvellement conclus, ce type contrat donnant lieu à un provisionnement plus faible qu'un contrat à taux garanti. En conséquence, la production d'assurance-vie a été révisée à la hausse.

Tableau 4.3 : comptes des sociétés financières

	2006SD	évolutions en %				révision en %	révision Mds€	
	Mds €	2005SD	2005D	2006P	2006SD		2005D	2006SD
Valeur ajoutée	79,0	4,0	3,6	2,6	6,5	3,9	-0,3	2,6
dont : Institutions financières	48,1	3,7	2,5	1,7	5,3	3,6	-0,5	1,1
Assurances	22,5	2,6	2,5	3,6	6,4	2,8	-0,0	0,6
Auxiliaires financiers	8,4	10,6	14,6	6,0	15,0	9,0	0,3	0,9
rémunération des salariés	47,3	6,4	6,6	5,4	6,7	1,3	0,1	0,7
Excédent brut d'exploitation	26,7	0,4	-0,9	-2,3	6,6	8,9	-0,3	1,9
revenus de la propriété versés	284,4	6,9	8,2	22,6	26,9	4,3	2,8	13,1
dont : intérêts versés	202,4	9,3	10,6	29,0	33,3	4,2	1,8	8,7
dividendes versés	37,7	0,7	0,0	6,1	19,8	13,7	-0,2	4,1
revenus de la propriété attribués aux assurés	42,5	3,2	3,2	8,6	9,5	0,9	0,0	0,4
revenus de la propriété reçus	292,4	7,3	9,9	25,7	23,7	-1,9	5,7	2,5
dont : Intérêts reçus	241,5	5,7	7,7	25,8	26,6	0,8	3,6	6,0
Opérations d'assurance dommage des assurances	29,8	0,3	0,3	0,7	0,9	0,2	0,0	0,1
prestation sociales versées par les assurances	25,1	3,4	7,4	2,6	7,0	4,5	0,9	1,9
impôts sur le revenu	10,2	-26,0	-25,7	28,1	31,8	3,7	0,0	0,3
Revenu disponible brut / épargne brute	21,2	13,7	28,7	25,8	-21,1	-46,9	3,1	-8,6
Formation brute de capital fixe	15,5	-3,5	-3,1	6,8	22,9	16,1	0,1	2,1

La progression de la rémunération des salariés est révisée à la hausse (de 0,6Md€) en progression de +6,7% entre 2005 et 2006 contre +5,4% selon le compte provisoire.

Lors de l'élaboration du compte provisoire, seuls étaient connus un rythme de croissance des rémunérations des institutions financières (estimé alors par la Banque de France à +5,5%) et un taux de croissance global des rémunérations pour l'ensemble des sociétés financières (de +5 % Source ACOSS). C'est ce dernier taux qui avait été appliqué aux comptes des assurances et des auxiliaires financiers, aujourd'hui largement révisé en hausse (+7,1% pour les sociétés d'assurance, soit +0,2 Md€ - source ACAM - et +10% pour les auxiliaires financiers, soit +0,3 Md€ - source SIE). Dans le même temps, la Banque de France a révisé à la hausse les montants des rémunérations des salariés des institutions financières de +0,5% (soit +0,2 Md€).

Au total, l'EBE des sociétés financières est révisé en hausse : il progresse désormais de +6,6% entre 2005 et 2006, alors qu'il s'inscrivait en recul (de -2,3%) dans le compte provisoire et lors des deux années précédentes (-1,3% en 2004 et -0,9% en 2005).

A l'inverse, la variation du solde des revenus de la propriété reçus par les sociétés financières est révisé en forte baisse, de -10,6 Mds€ entre les deux campagnes de comptes. 2,9Mds€ proviennent des révisions intervenues sur le compte définitif 2005. Le restant se décline comme suit :

- -4,8 Mds€ de révision du solde des dividendes nets reçus par les sociétés d'assurance, dont -4,1 Mds€ au titre des dividendes reçus et versés par les seules holdings (-3,1 Mds€ pour les dividendes reçus et +1 Md€ pour les dividendes versés). Lors de l'élaboration du compte provisoire 2006 et en l'absence d'information, ces montants de dividendes reçus et versés par les holdings ont été estimés sur la base de ceux inscrits dans le compte semi-définitif 2005. Or, ceux-ci ont été révisés dans le cadre du compte définitif.
- -2,3 Md€ de révision du solde des intérêts nets reçus par les institutions financières, en raison notamment de la révision apportée à la production de SIFIM des sociétés financières qui trouve son exacte contrepartie au niveau du solde des intérêts reçus et versés (-1,3 Md€).

4.4 Le pouvoir d'achat du revenu des ménages est revu en hausse de 0,3 point à +2,6% ; le taux d'épargne est revu à la baisse comme en 2005

Le revenu disponible brut des ménages s'établit à 1 180,5 Mds€ dans le compte semi-définitif 2006, en augmentation de 4,8% par rapport au compte définitif 2005. Il est révisé de 0,6 point à la hausse (6,2 Mds€ en évolution par rapport à 2005). Hors SIFIM, la révision est plus faible, de 0,3 point (cf. infra). Elle s'explique principalement par la révision intervenue sur le solde des revenus de la propriété.

Tableau 4.4.1 : compte des ménages (en valeur, Mds€)

	2006SD	évolutions en %				révision en %	révision Mds€	
	Mds €	2005SD	2005D	2006P	2006SD		2005D	2006SD
Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte	270,3	4,2	4,1	6,8	6,5	-0,4	-0,2	-1,2
dont : revenu mixte des EI	113,0	1,4	1,0	5,3	4,2	-1,2	-0,4	-1,8
EBE + revenu mixte hors EI	157,4	6,3	6,5	7,9	8,2	0,3	0,2	0,6
Salaires bruts reçus	692,5	3,3	3,7	3,8	3,9	0,1	2,5	3,4
Salaires nets reçus	597,9	3,1	3,5	3,6	3,8	0,2	2,3	3,2
Prestations sociales en espèces reçues	353,5	4,3	4,0	3,6	4,4	0,8	-1,0	1,6
Transferts sociaux en nature reçus	299,4	4,1	4,1	3,7	3,7	0,1	0,0	0,2
Impôts sur le revenu	157,7	5,9	5,7	2,4	3,2	0,8	-0,3	0,9
Cotisations sociales	369,3	4,2	3,9	4,1	5,0	0,9	-0,9	2,2
dont patronales	251,1	3,6	3,5	3,8	4,6	0,8	-0,4	1,6
Revenus de la propriété reçus	146,2	3,6	1,5	3,3	8,3	5,0	-2,8	3,8
Revenus de la propriété versés	27,4	-0,4	2,8	12,3	24,0	11,6	0,7	3,3
Revenu disponible brut	1 180,5	3,5	3,4	4,3	4,8	0,6	-0,9	5,3
Consommation finale effective	1 301,4	4,1	4,4	3,9	4,3	0,4	3,7	9,0
Dépense de consommation finale	1 002,0	4,1	4,5	4,0	4,5	0,5	3,7	8,8
Épargne brute	178,5	0,3	-2,4	5,7	6,5	0,8	-4,6	-3,5
Formation brute de capital fixe	119,2	8,7	8,9	9,4	12,5	3,1	0,2	3,5
dont : EI	12,1	-0,4	0,2	1,2	1,1	-0,0	0,1	0,1
hors EI	107,1	9,9	10,1	10,5	14,0	3,5	0,1	3,4

Les révisions intervenues sur les revenus d'activité et l'EBE des ménages sont globalement neutres : la progression de la masse salariale brute reçue par les ménages a été accentuée de 0,9Md€, mais l'évolution du revenu mixte des EI et de l'EBE est revue dans le même temps de 1Md€ à la baisse. S'agissant de la masse salariale brute, les progressions de celles distribuées par les SNF, les SF et les APU sont révisées respectivement de 0,8Md€, 0,5Md€ et 0,4Md€, celle distribuée par les EI est révisée de -0,8Mds€.

Le dynamisme des prestations sociales versées est réhaussé de 2,6 Mds€ en évolution par rapport à 2005. Deux éléments principaux expliquent cette révision : un réhaussement de 1,1Md€ au titre des mutuelles de santé qui est neutre sur l'évolution du RDB car compensée mécaniquement par les cotisations correspondantes ; un effet base sur le compte définitif 2005, lié à une correction du traitement comptable de la réforme des IEG.

En revanche, la révision du solde des revenus de la propriétés (intérêts et dividendes) expliquent plus des deux tiers (4,0Md€) du réhaussement de la croissance du RDB. Ces 4 Mds€ résultent eux même pour plus de la moitié de la révision intervenue sur l'estimation de la consommation de SIFIM.

Enfin, les transferts courants divers reçus par les ménages au titre de la fraude sur la TVA (estimée comme la différence entre la TVA recalculée à partir des emplois finals et la TVA perçue par les APU) contribuent à la révision du RDB à hauteur de 1,6 Mds€.

SIFIM consommé par les ménages

Rappelons que le SIFIM (service d'intermédiation financière indirectement mesuré) consommé par les ménages se définit comme la marge d'intérêts réalisée par les banques d'une part sur les crédits à la consommation ou logement qu'elles accordent et d'autre part sur les dépôts des épargnants. Le SIFIM est consommé soit intermédiairement dans le cas des crédits logements (les ménages ici considérés en tant que producteurs de services de logement), soit finalement dans le cas des dépôts et des crédits à la consommation ; en contrepartie, les intérêts reçus (resp. versés) sont majorés (resp. minorés) de la consommation de SIFIM. En France, dans la mesure où les crédits logements sont très largement à taux fixe et où la rémunération des dépôts est administrée, une évolution du taux de refinancement des banques (taux apparent des prêts inter-bancaires) à la hausse conduit à :

- une diminution du SIFIM consommé intermédiairement par les ménages au titre des crédits logement et à une augmentation des intérêts versés ; le RDB n'est pas impacté
- une augmentation du SIFIM consommé finalement au titre des dépôts et à une augmentation des intérêts reçus ; le RDB est impacté.

Le compte provisoire a été construit sur la base d'un taux de refinancement affiché comme stable par la Banque de France. Dans le compte semi-définitif, il progresse de 40 points de base. Cette révision contribue à augmenter le RDB et la consommation finale des ménages de 2,5 Md€ (soit 0,2 point). Dans la mesure où la révision est liée à une augmentation du taux de référence, elle s'explique par un effet prix, si bien que le pouvoir d'achat des ménages n'est quasiment pas affecté par cette révision (autrement dit : la révision de SIFIM affecte à due concurrence le RDB et le déflateur de la consommation).

Au final, compte tenu d'un indice de prix de la dépense de consommation finale des ménages revu en hausse de 0,3 point à +2,2%, et d'une révision du RDB de 0,5 point, le pouvoir d'achat du RDB est revu de 0,2 point à +2,6% contre +2,4% au compte provisoire.

Le taux d'épargne s'inscrit à 15,1% en 2006 après 14,9% en 2005. Avec une croissance de 4,3% en valeur, la consommation des ménages est revue 0,5 point en évolution. La révision à la hausse du revenu étant d'ampleur comparable (+0,6 point), la progression du taux d'épargne entre 2006 et 2005 est inchangée d'une campagne à l'autre.

Tableau 4.4.2 : principaux ratios du compte des ménages

	Niveaux					révision des niveaux	
	2004D	2005SD	2005D	2006P	2006SD	2005D	2006SD
Capacité de financement (en Mds€)	67,1	61,6	56,3	63,3	54,5	-5,2	-8,9
Taux d'épargne des ménages (en %)	15,8	15,3	14,9	15,5	15,1	-0,4	-0,4
Taux d'épargne financière des ménages (en %)	6,2	5,5	5,0	5,4	4,6	-0,5	-0,8

4.5 Le besoin de financement des administrations publiques en 2006 est révisé à la baisse de 2,8 Mds€ entre les comptes provisoire et semi-définitif ; il s'établit à 2,4 points de PIB

Le besoin de financement des APU est revu en baisse de 2,8 Mds€ dans le compte 2006SD. Ce résultat résulte de nombreuses corrections poste par poste (notamment en raison de la mise en place des nouvelles nomenclatures comptable et budgétaire de l'Etat liées à la LOLF) dont beaucoup se compensent ; en définitive, on peut considérer que la réduction du déficit d'une version de compte à l'autre résulte de l'amélioration de la situation des collectivités locales (révision à la baisse de l'investissement) et des organismes de sécurité sociale (révision des cotisations à la hausse et des prestations à la baisse).

Tableau 4.5 : ratios et soldes des APU

	niveaux (Mds€/ %)					révision des niveau	
	2004D	2005SD	2005D	2006P	2006SD	2005D	2006SD
Capacité ou besoin de financement en Mds€	-60,2	-51,3	-51,1	-46,2	-43,4	0,1	2,8
des administrations publiques centrales	-43,3	-45,3	-45,1	-36,0	-36,9	0,2	-0,9
administrations publiques locales	-2,4	-3,3	-3,3	-4,6	-3,2	0,1	1,4
administrations de sécurité sociale	-14,6	-2,6	-2,8	-5,6	-3,3	-0,1	2,3
Taux de prélèvements obligatoires des APU (en %)	43,2	43,8	43,6	44,2	43,9	-0,2	-0,3
Déficit (Maastrichien) / PIB (en %)	-3,6	-2,9	-2,9	-2,5	-2,4	0,0	0,2

Au total, le déficit public pour l'année 2006 s'établit à 2,4% du PIB, soit une révision de -0,1 point de PIB depuis la dernière notification en octobre.

Les prélèvements obligatoires sont revus à la hausse de 0,6 Md€ par rapport au compte provisoire, à 793,1 Mds€, mais la révision concomitante à la hausse du PIB en valeur fait plus que compenser ce mouvement, si bien que le taux de PO s'établit à 43,9%, contre 44,1% au provisoire.

6. Le déficit du solde de la Nation demeure élevé

L'évolution du solde des échanges de biens est révisé favorablement entre les deux versions de compte principalement du fait d'une révision à la baisse des importations de produits manufacturés.

L'évolution du solde des échanges de services en 2006 n'est pas revu entre les deux versions de compte : la révision des importations de services aux entreprises est compensée à la hausse par celle des exportations de SIFIM (revue de +1,3 Md€). Cette dernière provient principalement de la révision du taux de référence externe (calculé par la Banque de France, il sert de référence au calcul du SIFIM). Elle provient aussi du formidable développement des échanges interbancaires internationaux, qui jusqu'à 2001 étaient plutôt déficitaires et qui tendent à s'accroître tout en devenant bénéficiaires au cours des dernières années.

Le solde de la Nation des intérêts et dividendes (y compris correction SIFIM) est revu à la baisse de 1,8Md€ dont 1,3Md€ en contrepartie de la révision des exportations de SIFIM. A noter que le solde des bénéfices réinvestis n'a pas été révisé par la balance des paiement entre les comptes provisoire et semi-définitif, mais qu'il évolue plus favorablement par rapport à l'année précédente, compte tenu de la révision intervenue sur le compte définitif 2005.

Au final, l'évolution du solde de la Nation est révisé favorablement, mais uniquement du fait de son creusement au compte définitif 2005. Ce solde est quasi-inchangé en niveau sur 2006 : il faut état d'un très fort déficit (37,3 Mds€).

Tableau 4.6 : quelques éléments issus du compte du reste du monde

	niveaux Mds€					révision Mds€	
	2004D	2005SD	2005D	2006P	2006SD	2005D	2006SD
Exportations de biens (FAB)	342,3	356,5	357,4	389,2	389,1	0,9	-0,0
Exportations de services - importations de services	6,8	5,5	6,7	2,6	3,8	1,2	1,2
Importations de biens (FAB)	347,4	377,7	379,0	417,6	415,7	1,3	-1,9
dont correction CAF-FAB	-6,5	-7,2	-9,1	-9,7	-11,6	-1,8	-1,9
Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde	-10,2	-13,2	-16,0	-12,0	-14,9	-2,8	-2,9
cotisations nettes de prestations sociales	-6,5	-6,8	-6,8	-6,8	-7,3	-0,0	-0,5
solde des intérêts et dividendes	-6,1	-7,2	-7,5	-7,8	-9,6	-0,3	-1,8
solde des bénéfices réinvestis	5,7	8,0	5,9	9,0	9,0	-2,2	0,0
Capacité (+) / Besoin (-) de financement de la nation	-8,5	-28,9	-30,8	-37,8	-37,7	-2,0	0,1

Principales révisions apportées par le compte provisoire 2007 par rapport aux résultats détaillés du quatrième trimestre des comptes trimestriels

5 Principales révisions sur l'équilibre emplois-ressources de 2007

Le compte provisoire 2007 révisé à la hausse la croissance du PIB en volume de +0,2 point à +2,1% (données corrigées des jours ouvrables CJO), contre +1,9% estimé lors des résultats détaillés du quatrième trimestre. La croissance du PIB en données brutes (non CJO) est quant à elle estimée à +2,2%. Cette révision à la hausse est imputable à la demande intérieure : la consommation des ménages est révisée de +0,3 point, la FBCF de +1,0 point et la contribution des stocks de +0,2 point. A l'inverse, la contribution des échanges est désormais estimée à -0,8 point contre -0,4 point précédemment. La révision de la croissance du PIB en valeur est encore plus marquée : +0,5 point, à +4,7%. La croissance du prix du PIB est en effet revue en hausse de +0,3 point à +2,5%, principalement sous l'effet de la révision du déflateur des dépenses de consommation des ménages, rehaussé de +0,5 point à +2,0%.

Tableau 5a : fiche de PIB en volumes aux prix de l'année précédentes chaînés (Variations en %)

	Niveaux au	RD du T4	Prov.	Ecart	Prov.
	SD 2006	2007 (%)	2007 (%)	(pt)	2007 (%)
	Md€	CJO	CJO		non CJO
PIB	1807,5	+1,9	+2,1	+0,2	+2,2
Importations	507,3	+4,1	+5,9	+1,6	+5,5
Dépenses de consommation des ménages	1002,0	+2,1	+2,5	+0,4	+2,5
Dépenses de consommation des APU	422,6	+1,4	+1,4	0,0	+1,4
FBCF totale	376,0	+3,9	+4,9	+1,0	+4,9
Dont ménages	107,1	+1,4	+3,0	+1,7	+3,0
Dont ENF	192,8	+5,1	+7,3	+2,2	+7,4
Dont institutions financières	15,5	+5,2	+0,5	-4,7	+0,5
Dont APU	58,2	+4,4	+1,7	-2,7	+1,8
Exportations	484,5	+2,7	+3,2	+0,4	+3,1
Contributions à l'évolution du PIB :					
Consommation totale		+1,4	+1,7	+0,3	+1,7
FBCF		+0,8	+1,0	+0,2	+1,0
Variations de stocks		0,0	+0,2	+0,2	+0,1
Commerce extérieur		-0,4	-0,8	-0,4	-0,7

Tableau 5b : fiche de PIB en valeur (Variations en %)

	Niveaux au	RD du T4	Prov.	Ecart	Prov.
	SD 2006	2007 (%)	2007 (%)	(pt)	2007 (%)
	Md€	CJO	CJO		non CJO
PIB	1807,5	+4,2	+4,6	+0,5	+4,7
Importations	507,3	+5,0	+6,3	+1,3	+6,1
Dépenses de consommation des ménages	1002,0	+3,7	+4,6	+0,9	+4,5
Dépenses de consommation des APU	422,6	+2,9	+3,6	+0,7	+3,7
FBCF totale	376,0	+7,1	+8,0	+0,9	+8,1
Dont ménages	107,1	+5,3	+6,6	+1,5	+6,6
Dont ENF	192,8	+7,8	+10,0	+2,2	+10,1
Dont institutions financières	15,5	+6,2	-0,7	-6,9	-0,7
Dont APU	58,2	+8,4	+6,0	-2,4	+6,1
Exportations	484,5	+3,2	+3,6	+0,4	+3,6
Contributions à l'évolution du PIB :					
Consommation		+2,7	+3,2	+0,5	+3,2
FBCF		+1,4	+1,7	+0,3	+1,7
Variations de stocks		+0,6	+0,3	-0,2	+0,3
Commerce extérieur		-0,6	-0,8	-0,2	-0,8

5.1 Une révision en hausse des dépenses de consommation des ménages en volume

Par rapport aux résultats détaillés du T4 2007, la contribution à l'évolution du PIB en volume des dépenses de consommation des ménages est revue à la hausse (+0,2 point) pour atteindre maintenant +1,4%. Ces révisions découlent principalement de l'intégration de nouvelles informations, qui ne peuvent l'être en période courante : par exemple, la consommation de services financiers est estimée en se calant sur le compte provisoire des institutions financières.

La plupart des produits sont concernés par cette révision à la hausse ; les principales exceptions sont les services financiers, où la prise en compte de la baisse de la consommation de produits d'assurance (liée aux mauvaises performances de la collecte d'assurance-vie) mène à une révision à la baisse (de -3,8 points, à -0,7%), et la construction (dont le poids dans le total est toutefois faible).

Les révisions à la hausse concernent particulièrement :

- les produits manufacturés (+0,9 point à +4,3%) ;
- les produits alimentaires (+0,7 point à +1,2%) ;
- les services aux entreprises (+1,4 point à +4,3%), qui correspond essentiellement à une révision en hausse de la consommation de services de télécommunications (intégration de données plus complètes en provenance de l'Arcep) ;
- la consommation de produit « éducation, santé, action sociale » (+2,3 points à +4,9%), qui porte essentiellement sur le volet « action sociale ». Sans information infra-annuelle sur ce poste, les comptes trimestriels avaient sous-estimé son dynamisme.

Tableau 5.1 : Principales révisions de la dépense de consommation des ménages par produits (volumes chaînés)

	Niv. au	RD du T4	Prov. 2007	Contrib écart total	SD 2006 (%)	Prov. 2007
	SD 2006	2007 (%)	(%)		non CJO	(%)
	Md€	CJO	CJO		non CJO	non CJO
Agriculture	30,4	+0,9	+0,4	0,0	-0,2	+0,4
IAA	145,3	+0,4	+1,4	0,1	+0,9	+1,5
Industrie manufacturière	247,2	+3,4	+4,3	0,2	+2,9	4,4
<i>Biens de consommation</i>	135,5	+3,8	+4,3	0,1	+3,6	+4,3
<i>Automobile</i>	56,6	+1,6	+3,0	0,1	-1,3	+3,2
<i>Biens d'équipement</i>	17,0	+12,6	+13,9	0,0	+14,6	+14,0
<i>Biens intermédiaires</i>	38,1	+0,9	+2,1	0,0	+1,9	+2,2
Energie	76,0	-1,6	-1,1	0,0	-0,4	-1,3
Construction	10,5	+4,0	+1,8	0,0	+4,0	+1,8
Commerce	20,6	-1,2	-1,2	0,0	-0,3	-1,0
Transport	28,7	+3,2	+3,3	0,0	+4,1	+3,2
Activités financières	53,7	+3,1	-0,7	-0,2	+5,0	-0,7
Activités immobilières	187,4	+3,3	+3,5	0,0	+3,2	+3,5
Services aux entreprises	49,0	+2,9	+4,3	0,1	+5,4	+4,4
Services aux particuliers	115,6	+1,3	+1,9	0,1	+1,0	+2,0
Education, santé, action sociale	47,7	+2,6	+4,9	0,1	+4,8	+4,9
Administration	0,4	-4,2	+2,5	0,0	-0,5	+2,5
Correction territoriale	-9,7	+0,5	+6,3	-0,1	+11,4	+11,0
Total	1002,8	+2,1	+2,5	0,4	2,3	2,5

Le déflateur des dépenses de consommation des ménages est également revu en hausse : +0,5 point, à +2,0%. Plusieurs éléments expliquent cette révision par rapport à la précédente publication :

- le prix des SIFIM a été revu en forte hausse (contribution de l'ordre de +0,25 point à la révision du déflateur des dépenses de consommation des ménages) ;
- jouent également, plus marginalement pour chacune d'entre elles, des révisions en hausse du prix des biens de consommation (révision sur le prix de l'électronique grand public, calculé de façon plus fine à partir des données de l'IPC lors du compte provisoire), des services de logement (loyers), des services d'action sociale et des services de télécommunication.

S'agissant des dépenses de consommation (individualisable comme collective) des APU, les volumes sont peu modifiés. En revanche les dépenses en valeur sont révisées de +0,7 point à +3,6% du fait de la révision en hausse du prix des consommations intermédiaires des APU et du dynamisme salarial dans les branches non marchandes. La révision à la hausse du prix des dépenses de consommation des APU concerne notamment le volet action sociale.

5.2 Une révision en hausse de la FBCF

La contribution de la FBCF totale au PIB est revue à la hausse de 0,2 point et atteint maintenant +1,0 point. Le sens des révisions n'est pas le même selon le secteur institutionnel considéré :

- la FBCF des APU est revue en baisse suite au calage sur le compte provisoire des administrations publiques (-2,7 points à +1,7%), notamment sur le produit « travaux publics » ;
- la FBCF des institutions financières est également revue en baisse (-4,7 points à +0,5%), notamment en bâtiment ; cette quasi-stagnation succède à une forte hausse de l'investissement dans ce secteur en 2006 ;
- *a contrario*, la FBCF des ménages est revue en hausse (+1,6 points, à +3,0%), notamment sur le bâtiment (+2,9 points à +3,6%) qui représente près des 3/4 de la FBCF totale des ménages ;
- la FBCF des SNF est également revue en hausse (+2,2 points à +7,3%), ce sur la plupart des produits.

Tableau 5.2 : Principales révisions de la FBCF par secteurs institutionnels (volumes chaînés)

	Niv. au	RD du T4	Prov. 2007	Contrib	SD 2006 (%)	Prov. 2007
	SD 2006	2007 (%)	(%)	écart	non CJO	(%)
	Md€	CJO	CJO	total		non CJO
Entreprises non financières	192,8	+5,1	+7,3	+1,2	+4,9	+7,4
<i>Dont produits manufacturés</i>	85,4	+4,5	+6,1	+0,4	+2,7	+6,2
<i>Dont bâtiment</i>	30,8	+6,8	+7,6	+0,1	+5,6	+7,6
<i>Dont travaux publics</i>	21,1	+8,0	+11,8	+0,2	+7,9	+12,1
<i>Dont services aux entreprises</i>	40,8	+5,0	+9,7	+0,5	+9,0	+9,9
Ménages	107,1	+1,4	+3,0	+0,5	+7,1	+3,0
<i>Dont bâtiment</i>	77,7	+0,7	+3,6	+0,6	+6,8	+3,6
<i>Dont services aux entreprises</i>	13,7	+4,3	+2,0	-0,1	+5,7	+2,0
Administrations publiques	58,2	+4,4	+1,7	-0,4	-2,3	+1,8
Institutions financières	15,5	+5,2	+0,5	-0,2	+19,2	+0,5
Total	376,0	+3,9	+4,9	+1,0	+4,8	+4,9

Les informations en provenance des administrations publiques et des sociétés financières conduisant à réviser à la baisse l'investissement de ces secteurs, la révision à la hausse de l'investissement des autres secteurs n'en a été que plus importante. Ainsi, la FBCF des ENF

en travaux publics a été revue en hausse pour compenser en partie les effets de la révision à la baisse de la FBCF des APU, les indicateurs d'activité de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) faisant état d'une très bonne année 2007. De même, l'effet baissier sur la FBCF en bâtiment du calage sur le compte des institutions financières a été presque intégralement compensé par un relèvement de la FBCF des ménages en ce même produit.

5.3 Nette dégradation de la contribution des échanges extérieurs

Comptablement, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB est revue en baisse (-0,4 point), passant de -0,4 à -0,8 point.

Plusieurs facteurs expliquent cette dégradation par rapport à l'estimation précédente :

- une révision du solde des échanges de biens en valeur (données douanes), pour quelques centièmes ;
- une révision du solde des échanges de services en valeur (données Balance des paiements) pour environ -0,2 point ;
- une révision du prix des échanges de biens pour environ -0,1 point de révision.

Tableau 5.3.1 : Principales révisions des exportations par produits (volumes chaînés)

	Niv. au	RD du T4	Prov. 2007	Contrib	SD 2006 (%)	Prov. 2007
	SD 2006	2007 (%)	(%)	écart	non CJO	(%)
	Md€	CJO	CJO	total		non CJO
Agriculture	10,8	+2,0	-4,6	-0,1	-1,6	-4,5
IAA	32,9	+4,4	+2,4	-0,1	+6,5	+2,3
Industrie manufacturière	326,1	+3,3	+3,6	+0,2	+7,0	+3,6
<i>Biens de consommation</i>	58,8	+6,1	+5,9	0,0	+7,3	+6,1
<i>Automobile</i>	51,0	+0,4	+1,2	+0,1	-1,5	+1,7
<i>Biens d'équipement</i>	96,2	+1,7	+2,7	+0,2	+12,7	+2,1
<i>Biens intermédiaires</i>	120,0	+4,5	+4,2	-0,1	+6,6	+4,4
Energie	19,4	+1,6	-2,8	-0,2	0,0	-3,0
Construction	-	-	-	-	-	-
Commerce	3,7	-25,1	-16,8	+0,1	+8,0	-16,8
Transport	18,7	-1,1	+2,8	+0,1	-2,3	+2,3
Activités financières	6,8	+3,2	+3,6	0,0	+11,9	+3,3
Activités immobilières	-	-	-	-	-	-
Services aux entreprises	28,2	+0,6	+5,2	+0,3	+1,2	+4,3
Services aux particuliers	2,0	-7,8	-8,6	0,0	-10,6	-8,6
Education, santé, action sociale	0,5	0,0	0,0	0,0	-12,1	0,0
Administration	-	-	-	-	-	-
Correction territoriale	35,1	+2,0	+6,2	+0,3	+2,3	+7,3
Total	484,5	+2,7	+3,2	+0,4	+5,4	+3,1

Tableau 5.3.2 : Principales révisions des importations par produits (volumes chaînés)

	Niv. au	RD du T4	Prov. 2007	Contrib	SD 2006 (%)	Prov. 2007
	SD 2006	2007 (%)	(%)	écart	non CJO	(%)
	Md€	CJO	CJO	total		non CJO
Agriculture	9,1	+8,8	+3,7	-0,1	+4,2	+3,6
IAA	25,7	+4,7	+5,3	0,0	+3,1	+5,0
Industrie manufacturière	328,9	+6,7	+7,5	+0,4	+8,3	+7,5
<i>Biens de consommation</i>	67,4	+7,3	+10,3	+0,3	+10,2	+10,5
<i>Automobile</i>	45,4	+7,6	+7,9	+0,0	+3,5	+8,2
<i>Biens d'équipement</i>	88,7	+4,7	+5,8	+0,2	+12,5	+5,4
<i>Biens intermédiaires</i>	127,4	+7,4	+7,1	-0,1	+6,1	+7,1
Energie	64,9	-4,7	-3,5	+0,2	-1,5	-4,5
Construction	-	-	-	-	-	-
Commerce	4,6	-5,8	+4,6	+0,1	+1,2	+4,6
Transport	25,9	-7,5	+2,7	+0,5	+1,2	+2,4
Activités financières	5,5	-13,1	-9,7	+0,0	+25,5	-12,5
Activités immobilières	-	-	-	-	-	-
Services aux entreprises	28,0	+7,2	+10,5	+0,2	+8,7	+10,5
Services aux particuliers	2,1	-14,8	-0,2	+0,1	-11,4	-0,4
Education, santé, action sociale	0,3	0,0	+0,1	+0,0	-1,6	+0,1
Administration	-	-	-	-	-	-
Correction territoriale	25,4	+2,6	6,2	+0,2	-1,0	+5,8
Correction Caf-Fab	-12,9	-1,3	-5,4	+0,1		
Total	507,3	+4,1	+5,9	+1,6	+6,1	+5,5

6 Principales révisions sur le compte des sociétés non financières et des ménages de 2007

6.1 L'évolution du taux de marge des SNF est révisé à la hausse

Par rapport aux comptes trimestriels (RD du 2007T4), le compte provisoire révisé la VA des sociétés non financières de +1,3 point. Par ailleurs, la masse salariale brute versée par les SNF a été calée sur les informations en provenance de l'ACOSS à +4,8%, en révision de +0,2 point par rapport aux RD du 2007T4.

La progression de la valeur ajoutée est donc légèrement supérieure à celle de la rémunération des salariés (+5,1 % contre +4,8 %), si bien que le taux de marge augmente quelque peu (+0,2 point) pour s'établir à 31,2 %, alors qu'il baissait aux RD du 2007T4 (révision de +0,6 point).

Tableau 6.1.1 : compte des sociétés non financières

	2007Prov	Evolutions en %		Évolution en Mds€		évol. des CT (CJO) en %		
	Mds €	2006SD	2007Prov	2006SD	2007Prov	RD-T4	PROV	révision
Valeur ajoutée	957,1	4,2	5,1	37,0	46,2	3,7	5,0	1,3
Salaires et traitements bruts	468,4	4,5	4,8	19,1	21,6	4,7	4,8	0,1
Excédent brut d'exploitation	299,0	5,3	5,6	14,2	16,0	2,0	5,6	3,6
Revenus de la propriété versés	333,9	11,2	14,2	29,4	41,5	9,3	14,2	4,9
Revenus de la propriété reçus	227,6	16,0	14,7	27,4	29,1	10,9	14,7	3,8
Impôts sur le revenu et le patrimoine	43,4	27,8	4,6	9,0	1,9	6,7	4,6	-2,1
Épargne	121,3	1,1	-0,2	1,3	-0,2	-2,7	-0,2	2,5
Formation brute de capital fixe des SNF	199,8	8,5	10,6	14,2	19,1	8,2	10,5	2,3

L'investissement des sociétés non financières est révisé à la hausse en valeur de 2,3 points. Il accélère depuis 2004, pour atteindre une hausse de +10,6 % en 2007. Le taux d'investissement est en progression sur toute la période. Il atteint 20,9 %, le plus haut point depuis 1991. Par rapport à la campagne précédente, le taux d'investissement est révisé à la hausse chaque année : la FBCF est davantage révisé à la hausse que la valeur ajoutée sur 2005, 2006 et 2007.

Malgré un excédent brut d'exploitation à 5,6 % en accélération par rapport à 2006, l'épargne brute des SNF est quasi-stable (-0,2 %), du fait d'une évolution défavorable du solde des revenus de la propriété. L'évolution de l'épargne est toutefois revue à la hausse de 2,5 points par rapport aux RD du 2007T4.

Compte tenu de la progression dynamique de l'investissement et de la stagnation de l'épargne, le taux d'autofinancement diminue de 6,6 points pour atteindre 60,7%, soit le niveau observé le plus faible depuis 1985. Par rapport aux RD du 2007T4 des comptes trimestriels, l'évolution du taux d'autofinancement est peu revue en 2007. Son niveau est toutefois revu à la hausse par un effet de base : sa chute en 2006 a été amoindrie dans le compte semi-définitif.

Tableau 6.1.2 : principaux ratios du compte des sociétés non financières

	niveaux			évolution (niveau)	évol. des CT (CJO)		
	2005D	2006SD	2007Prov		RD-T4	PROV	Révision
Capacité de financement en milliards	-49,4	-57,0	-78,1	-21,3	-99,1	-75,9	23,2
Taux de marge en pourcentage : EBE / VA	30,8	31,1	31,2	0,2	-0,5	0,1	0,6
Taux d'investissement en pourcentage : FBCF / VA	19,1	19,8	20,9	1,0	0,9	1,0	0,1
Taux d'autofinancement en % : RDB / FBCF	72,2	67,3	60,7	-6,6	-6,1	-6,6	-0,5

6.2 Le pouvoir d'achat du RDB des ménages n'est pas révisé

Le revenu disponible brut des ménages augmente en 2006 de 5,4 % après +4,8% en 2005 ; il atteint 1 244,3 Mds€. L'évolution du prix de la dépense de consommation des ménages progressant de +2,0%, le pouvoir d'achat du RDB progresse de 3,3% en accélération par rapport à 2005 (+2,6 %).

Tableau 6.2.1 : compte des ménages (en valeurs, Mds€)

	2007Prov	évolutions en %		évolution en Mds€		évol. des CT (CJO) en %		
	Mds €	2006SD	2007Prov	2006SD	2007Prov	RD-T4	PROV	révision
Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte	290,8	6,5	7,6	16,4	20,5	5,6	7,4	1,8
dont : revenu mixte des EI	118,8	4,2	5,2	4,5	5,8	4,8	4,7	-0,1
EBE + revenu mixte hors EI	172,0	8,2	9,3	11,9	14,7	6,2	9,3	3,1
Salaires bruts reçus	723,6	3,9	4,5	26,3	31,1	4,3	4,5	0,2
Salaires nets reçus	625,3	3,8	4,6	21,7	27,5	4,3	4,6	0,3
Prestations sociales en espèces reçues	366,4	4,4	3,7	14,9	12,9	4,2	3,7	-0,5
Transferts sociaux en nature reçus	311,9	3,7	4,2	10,8	12,5	3,0	4,1	1,1
Impôts sur le revenu	159,6	3,2	1,2	4,9	1,9	1,4	1,2	-0,2
Cotisations sociales	383,7	5,0	3,9	17,5	14,3	4,1	3,9	-0,2
dont patronales	260,9	4,6	3,9	11,1	9,7	3,8	3,9	0,1
Revenus de la propriété reçus	161,6	8,3	10,5	11,2	15,4	7,2	10,5	3,3
Revenus de la propriété versés	37,3	24,0	36,5	5,3	10,0	21,2	36,5	15,3
Revenu disponible brut	1 244,3	4,8	5,4	54,3	63,8	4,8	5,4	0,6
Consommation finale effective	1 359,3	4,3	4,4	54,2	57,8	3,5	4,5	1,0
Dépense de consommation finale	1 047,4	4,5	4,5	43,4	45,3	3,7	4,6	0,9
Épargne brute	197,0	6,5	10,3	10,9	18,5	11,3	9,9	-1,4
Formation brute de capital fixe	126,6	12,6	6,2	13,3	7,4	4,9	6,3	1,4
dont : EI	12,8	1,2	5,8	0,1	0,7	1,8	2,5	0,7
hors EI	113,8	14,0	6,2	13,1	6,7	5,4	6,8	1,4

Dans les comptes trimestriels (CVS-CJO), par rapport aux RD du 2007T4, l'évolution du RDB des ménages est revu en hausse de 0,6 point (7,1Mds€). Cette révision s'explique principalement par :

- une révision à la hausse des loyers reçus (y compris imputés) pour 0,15 point (1,9Mds€), qui alimentent l'EBE des ménages « purs » ;
- une révision à la hausse de la consommation finale de SIFIM pour 0,35 point (4,4Mds€) qui vient majorer des intérêts reçus par les ménages. En effet, la nette remontée des taux à court terme en 2007 couplée à la relative inertie des taux de rémunération des dépôts bancaires se traduit par une forte progression de la marge des banques sur ces dépôts.

Ces deux éléments jouent également, pour l'essentiel, sur le déflateur de la consommation des ménages (révision en hausse du prix de la consommation de services de logement et du prix de la consommation de SIFIM), si bien qu'au total, RDB et déflateur étant revus en hausse de concert, l'estimation de la progression du pouvoir d'achat est inchangée.

D'autres éléments du revenu des ménages sont révisés par rapport aux RD du 2007T4, mais ces révisions se compensent en grande partie : révision à la hausse des salaires nets reçus (+1,8Mds€), révisions à la baisse de l'impôt sur le revenu (0,3Mds€) et des cotisations sociales versées (0,7Mds€), révision à la baisse des revenus financiers hors SIFIM (-2,0Mds€).

Tableau 6.2.2 : principaux ratios du compte des ménages

	Niveaux			évolution (niveau)	évol. des CT (CJO)		
	2005D	2006SD	2007Prov		RD-T4	PROV	révision
Capacité de financement en milliards d'Euros	56,3	54,5	65,3	10,8	76,4	63,5	-12,9
Taux d'épargne des ménages (en %)	14,9	15,1	15,8	0,7	0,9	0,6	-0,3
Taux d'épargne financière des ménages (en %)	5,0	4,6	5,2	0,6	0,9	0,5	-0,4

La consommation des ménages progressant en valeur de 4,5 % dans le compte provisoire, l'année 2007 enregistre une progression de 0,7 point du taux d'épargne à 15,8 %.

Par rapport aux RD du 2007T4, la hausse du taux d'épargne est atténuée sur 2007 (de 0,3 point), car la dépense de consommation des ménages est révisée en hausse en volume alors que la progression de leur pouvoir d'achat est inchangée. Son niveau est également abaissé par un effet base lié à l'établissement du compte définitif de 2005.